Vol 15 # 07 • Du 18 au 24 Août 2021

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

UN SÉISME DE MAGNITUDE 7,2 A FRAPPÉ HAÏTI


Voir page 3

Des sauveteurs recherchent des personnes coincées sous les décombres de certaines maisons

LE COUP DE GRÂCE


Voir page 3

Le gouvernement savait que la tempête devait arriver, il n'a pas même procédé à l'évacuation des gens pour les mettre dans des endroits sûrs, hors de danger.









1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Le pays des catastrophes

Par Berthony Dupont

Ce n'est pas une malédiction qui s'est abattue sur Haïti, si le pays est confronté à de terribles événements, ou scandales à répétition. L'un n'est même pas encore oublié, un autre est apparu laissant la population dans la pire consternation.

Qu'en est-il en fait ? Dire que rien ne laissait présager ce qui est arrivé dans le Grand sud, et que le séisme soit un choc inattendu, imprévisible. Une telle logique est complètement en dessous de la réalité puisque ce qui nous est tombé dessus n'est pas du tout une surprise. C'est la chronique d'une tragédie amplement annoncée.

L'alarme avait été donnée en 2018 par l'Unité de surveillance sismique du bureau des mines et de l'énergie que dirige l'ingénieur Claude Prepetit. Il avait soutenu qu'une trentaine de séismes ont été enregistrés en 2017, et alerté l'opinion nationale que *« l'activité sismique doit nous rappeler que nous vivons dans un environnement où les failles sont actives et qu'il peut y avoir un gros tremblement à n'importe quel moment.*

Nous n'avons malheureusement pas encore décidé de prendre des décisions drastiques au niveau du bâti et de l'éducation pour réduire réellement la vulnérabilité ».

Au moment où l'on cherche à avoir une meilleure connaissance de la sismicité, il faut des mesures de mitigation pour réduire la vulnérabilité des gens. L'objectif et la finalité, c'est de réduire les pertes en vie humaine et en biens matériel »

Pour réduire le nombre de morts, il faut que des mesures soient prises au niveau du bâti pour un meilleur contrôle des constructions. Il faut dire aux gens quel comportement adopté face à ce phénomène. Ce n'est pas encore fait », avait indiqué Prepetit. (Le Nouvelliste 2018-01-09)

À quoi cela a-t-il servi ? À rien ! Rien n'a été fait pour prévenir cette catastrophe annoncée, et si l'on en juge par la façon dont le pays est géré, nous donnons l'impression d'être un pays désorganisé sans dirigeant valable et par conséquent ingérable et les victimes souffrent encore plus.

Chaque fois qu'une catastrophe se produit, c'est la stupéfaction totale ; mais tellement elle se répète l'histoire semble désormais banale. Et aujourd'hui, en comptant tous ces morts, ces blessés, ces dommages irréparables et de gens sans foyer? Cela donne à certains pourtant l'occasion de dramatiser et d'en faire une calamité terrible pour profiter de surcroit de ces désastres pour attirer la pitié et la charité de l'aide internationale.

La responsabilité ne revient pas aux victimes qui sont pour beaucoup des populations démunies, vivant dans des régions de précarité relativement isolées. On ne peut que qualifier de criminels, la négligence et le mépris de la vie humaine de ces pauvres travailleurs par les instances dirigeantes.

De toute évidence, les dirigeants passés et présents ont conscience de leur régime de naufrage qui fait la honte du pays. En réalité, ils n'en ont rien à faire des victimes, ils cherchent à se repasser la responsabilité de la chose, mais leur politique programme de nouvelles catastrophes de ce type. Il faut le dire clairement : ils sont tous responsables, tous les gouvernements successifs, ces zélés serviteurs du capitalisme et des puissances impérialistes. Ils ne sont tous que des traitres à la nation, des assassins du peuple.

Criminel est aussi le système de la corruption qui tue et qui enveloppe l'exploitation de la masse paysanne et laborieuse par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationale d'une part et la mainmise néocolonialiste de l'impérialisme d'autre part.

Jamais, ce n'est guère le bien triste destin du pays. Haïti n'est pas destiné à être un pays de catastrophes, les prévisions ont toujours été faites, c'est la volonté de la classe dirigeante qui fait défaut. Tout semble indiquer, en effet, qu'il aurait pu être possible d'éviter de si lourdes conséquences au peuple.

A ce compte, il nous faut nous organiser, nous les masses à la reconquête de notre destinée politique et économique qui nous assurera davantage de sécurité de capacité et de rayonnement en même temps que davantage de maitrise et de contrôle des effets de la nature, capable de nous aider à nous préparer et à prendre des précautions.

L'aspect criminel ne se limite pas au manque de précaution et de préparation pour empêcher ce qui pouvait être évité. La même négligence, la même légèreté frôlant l'inconscience, l'insouciance frappent aussi dans la façon dont les secours sont organisés.

Le dessein de l'impérialisme est de toujours remettre en question l'indépendance nationale, la liberté d'action et les conditions de progrès historiques des peuples. Qu'on ne se trompe pas sur les fausses déclarations de circonstance d'un Biden destinées à la consommation nationale et internationale pour cacher le vrai visage de l'ennemi des masses laborieuses. Notre ennemi est toujours le même, tout ce qui peut nous affaiblir est pour lui positif.

Haïti n'est pas un pays de catastrophes, l'essentiel est de prendre pour une fois nos destinées en main.

Un séisme de magnitude 7,2 a frappé Haïti



Des maisons saccagées par le séisme



L'hôtel le Manguier aux Cayes effondré, le propriétaire Gabriel Fortuné a été retrouvé mort sous les décombres



Des médecins de la Brigade médicale cubaine apportant leur assistance aux blessés



Les médecins de la Brigade médicale cubaine

Par Isabelle L. Papillon

Ce n'est pas un séisme politique comme à l'ordinaire, mais 11 ans après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, le sud du pays vient d'être victime d'une énième catastrophe naturelle le samedi 14 août 2021 de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter à 8 heures 29 minutes et 9 secondes.

L'épicentre a été localisé à 20km au Sud de Petit Trou de Nippes (dans le département des Nippes) à 12 km au nord-est de Saint-Louis du Sud à 18.352 degrés de latitude Nord, 73.480 degrés de longitude ouest, à une profondeur de 10 km. Les derniers bilans partiels du Bureau de la Protection civile atteignaient déjà les 1,941 morts et plus de 9.000 blessés sans compter les personnes disparues.

L'état d'urgence est décrété pour un mois sur les départements des Nippes, du Sud, et la Grand'Anse affectés et terriblement endommagés par cette catastrophe. Le manque d'infrastructures médicales va se faire sentir, puisqu'il n'y a pas de vrais hôpitaux équipés dans ces endroits-là.

Des médecins de la Brigade médicale cubaine qui travaillaient dans le Sud ont justement et immédiatement apporté leur assistance aux blessés. Le coordinateur de ce contingent, le Dr Luis Orlando Olivero Serrano, a déclaré à la presse que les médecins et les infirmières « travaillaient dans les hôpitaux les plus touchés, s'occupant des personnes qui arrivent dans les centres ».

D'autres pays comme la République dominicaine et la Colombie ont fait part d'une quantité de tonnes d'aide humanitaire. Les Etats-Unis ont pour leur part, indiqué que l'USAID envoie une équipe de recherche et sauvetage en milieu urbain qui viendra s'ajouter à son équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) avec 23,5 tonnes d'outils et d'équipements spécialisés.

Le Mexique a fourni 3,6 tonnes de fournitures d'urgence, des kits d'hygiène, des lampes, des brouettes, des pelles et d'autres outils « Nous avons décidé de soutenir et nous continuerons de le faire parce que rien d'humain ne nous est étranger, nous devons appliquer les critères, le principe, de la fraternité universelle », a déclaré le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador.

Les dons du gouvernement japonais sont constitués de draps, coussins de couchage, bâches en plastique, couvertures de laine, jerrycans, matelas de couchage. « Cette aide rentre dans la perspective humanitaire et des relations étroites entre le Japon et Haïti », a précisé le gouvernement du Japon.

Par ailleurs, les services de météorologie viennent d'annoncer la formation d'une nouvelle tempête surnommée Grace qui devrait également frapper le pays prochainement dans la nuit de mardi, si elle maintient sa vitesse actuelle. Le grand Sud n'était toujours pas arrivé à se relever du cyclone Matthew en 2016 et s'apprête à faire face à Grace qui va assurément causer des dégâts supplémentaires aux habitants du Sud du pays qui vivaient déjà dans des conditions précaires.

Ce n'est pas le tremblement de terre qui est le problème ; la réalité est que depuis le séisme de 2010, rien n'a été mis en place pour parer à ce genre de catastrophe violemment destructeur. La population en général, plus particulièrement les couches appauvries par l'impérialisme et son relais que représente l'oligarchie locale, sont tragiquement délaissées par l'État haïtien dont le système capitaliste ne se soucie guère des gens acculés à la misère, qu'ils soient de la capitale, de Port-au-Prince, ou d'autres villes de province.

Avec un État démissionnaire, irresponsable, failli, depuis des décades, le pays vient de connaître tragiquement une autre catastrophe naturelle sur fond de séisme politique et économique quasi permanent.

Le coup de Grace!



Pour toute protection, certains utilisaient des plastiques sinon une ombrelle



Ceux qui n'avaient pas de tapis en plastique se sont résignés, sans rien pour se protéger.



Une famille avec des enfants sinistrés sous la tempête

Par Thomas Peralte

Juste après le tremblement de terre du 14 Août, comme on l'avait annoncé, une tempête tropicale nommée Grace n'a fait aucune grâce aux victimes du séisme. Dans la nuit du 16 au 17 août, les pluies et les vents de cette dépression tropicale ont terriblement malmenés les sans-abris du Grand sud. Les vents soufflaient jusqu'à 35 miles (55 km) à l'heure.

À Anse-à-Veau par exemple, les gens dormaient en plein air, et ne savaient que faire sous la pluie. Pas de tente, pas d'abris provisoires, pas de nourriture, pas d'eau potable, les misérables paysans et certains avec leurs enfants ont connu l'enfer sur terre. Pour toute protection, certains utilisaient des plastiques déchirées sinon une ombrelle ; ceux qui n'avaient rien se sont résignés, sans rien pour se protéger.

Aux Cayes, le terrain de football Gabion où se réfugiaient les sinistrés a été totalement inondé ainsi que plusieurs quartiers de la ville. Les habitants ont passé de très mauvais moments sous la pluie et le vent qui les balayaient. Cette nuit du 16 août 2021 a été particulièrement longue et douloureuse, la désolation était clairement apparue sur les visages de certains.

Il est évident, ce n'est pas la tempête Grace qui a donné le coup de grâce aux infortunés sinistrés, mais bien les dirigeants de l'Etat haïtien, les oligarques, eux qui coulent la vie douce dans leur villa, leur luxueux château dans les hauteurs de Pétion-Ville.

Le gouvernement savait que la tempête devrait arriver, il n'a pas même procédé à l'évacuation des

suite à la page(15)

Trois jours de deuil pour les victimes du séisme



A partir du 17 août, le drapeau flottera à demi-mat pour commémorer une catastrophe qui a causé beaucoup de souffrances, a déclaré le Premier ministre Ariel Henry

Par Thomas Peralte

Le Premier ministre haïtien installé par le CORE Group Ariel Henry a décrété trois jours de deuil national qui s'étendront du mardi 17 août au jeudi 19 août, en l'honneur des plus de 1 400 victimes du séisme qui s'est produit ce week-end dans le sud du pays. « Il y a beaucoup de personnes décédées et nous voulons leur montrer du respect », a souligné le neurochirurgien également qui s'est rendu dans les zones touchées pour évaluer le niveau de dégradation des infrastructures.

A partir du 17 août, le drapeau flottera à demi-mat pour commémorer une catastrophe qui a causé beaucoup de souffrances, a déclaré le Premier ministre lors d'une conférence de presse. Henry a également indiqué dans un message sur son compte Twitter qu'il présidait ce lundi un Conseil des ministres extraordinaire où ils analysaient des questions d'intérêt national telles que la définition d'une stratégie de coordination de l'aide et des interventions, la présentation des besoins prioritaires, entre autres problèmes.

Par ailleurs, Henry, qui a pris ses fonctions le 20 juillet après l'assassinat du président Jovenel Moïse, a annoncé la création d'un groupe qui implique l'État, le secteur privé et la société civile pour répondre aux besoins de la population de la péninsule sud qui le samedi 14 août, jour de la commémoration du Congrès de Bois-Caïman, Haïti a subi l'impact d'un séisme de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter avec un bilan provisoire de 1 419 morts selon les premières informations de la Protection Civile haïtienne, alors que les travaux de sauvetage se poursuivent toujours.

Bilan partiel des dégâts du séisme

Par Mona Peralte

La Protection Civile continue d'indiquer au jour le jour le bilan provisoire des dégâts et dommages occasionnés par le séisme du 14 août 2021. Pour l'instant, il rapporte : 1,941 décès soit 205 dans la Grand 'Anse ; dans le Sud le chiffre est de 1,597 et dans les Nippes 137 et 2 dans le Nord-ouest.

Le nombre total des blessés jusqu'à nos jours avoisine les 10,000 soit 1,652 dans la Grand'Anse ; 6,800 dans le Sud et 1452 pour les Nippes

Le nombre de maison détruites dans la Grand'Anse : 41,594, dans le Sud 36,585 et les Nippes 6,046, soit 84 225 maisons détruites. Quelque 76 121 maisons ont été endommagées, de même que des hôpitaux, des écoles, hôtels, églises, entreprises privées et d'autres institutions. Plus de 136 800 familles sinistrées sont déjà enregistrées dans les 3 départements frappés par le seisme.

Me Mathieu Chanlatte se retire du dossier de meurtre du Président Moïse

Par Marie Laurette Numa

Le juge d'instruction chargé par le doyen du tribunal de première instance de Port-au-Prince, le magistrat Bernard Saint-Vil, de superviser l'enquête sur l'assassinat du président Jovenel Moïse s'est retiré du dossier pour des raisons personnelles, une décision qui pourrait retarder l'enquête très attendue par la population.

Après avoir accepté le 9 août dernier d'instruire le dossier de l'assassinat, le juge d'instruction Mathieu Chanlatte s'est tout bonnement déporté du dossier, quelques jours après, précisément le vendredi 13 août 2021.

Il est tout à fait clair que le juge a quitté par crainte d'être une des prochaines victimes. Il a quitté le poste justement deux jours après qu'un de ses assistants, le greffier Ernst Lafortune, a été trouvé mort dans la soirée du 11 août 2021 dans des circonstances peu claires. Personne ne peut expliquer les circonstances mystérieuses dans lesquelles le greffier a été transporté à l'Hôpital Général et par qui et le pire c'est qu'il est décédé par la suite à l'hôpital.

Quelques jours avant la mort de Lafortune, des greffiers enquêtant sur la mort de Moïse avaient déclaré qu'ils s'étaient cachés après avoir été menacés de mort s'ils ne modifiaient pas certains noms et déclarations dans leurs rapports.

Par ailleurs, suite à la mort du greffier, l'Association nationale des greffiers haïtiens a demandé dans un communiqué qu'une enquête soit mise sur pied pour clarifier les circonstances de la mort de leur camarade, qu'elle qualifiait même d'assassinat.



Me Mathieu Chanlatte, Juge d'instruction au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince

Mais qui ont intérêt à empêcher que la lumière soit faite sur l'assassinat de Jovenel Moise ? Le gouvernement d'Ariel Henry par la filière du ministre de la Justice, n'avait-il pas mis en place une batterie de sécurité pour le juge et sa famille ? De vrais agents de sécurité expérimentés et honnêtes pas de l'acabit de ceux qui assuraient la sécurité de la présidence.

De toute façon, Me Bernard Saint-Vil, le Doyen du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, devra faire tout ce qui est à la portée de ses possibilités pour trouver dans le plus bref délai, un autre juge qui acceptera d'instruire le dossier de l'assassinat du Chef de l'État.

Pour l'édification de nos lecteurs, nous publions la lettre de déport de Me Mathieu Chanlatte :

« Nous, Me Mathieu Chanlatte, Juge d'instruction au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince.

Vu le réquisitoire d'informer du Parquet de ce Ressort ;

Vu l'ordonnance de désignation du Doyen, Me Bernard Saint-Vil ;

Attendu que par ordonnance du Doyen, le dossier des nommés Christian Emmanuel Sanon, James Solages, Joseph Vincent, Gilbert Dragon et consorts, inculpés des présomptions graves d'assassinat, de tentative d'assassinat, d'acte de terrorisme, vol de nuit à mains armées et d'association de malfaiteurs au préjudice du Président de la République Monsieur Jovenel Moïse et son épouse Marie Etienne Martine Moïse, a été distribué en notre cabinet d'instruction criminelle ;

Attendu que le juge d'instruction peut se déporter de la connaissance du dossier à n'importe quelle phase de procédure ;

Par ces motifs, nous nous déportons dudit dossier pour des raisons de convenance personnelles et ordonnons son retour au Doyen de ce tribunal pour, les suites de droit.

Donné de nous, Me Mathieu Chanlatte, Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, le vendredi treize août, deux mille vingt-et-un (13 août 2021).

Me Mathieu Chanlatte, Juge d'Instruction »



Le greffier Ernst Lafortune.



Le cadavre du greffier Ernst Lafortune

Haïti a toujours été le théâtre de violents conflits entre les puissances»

Entretien avec Marco Morel

L'assassinat le 7 juillet du président de Haïti, Jovenel Moïse, a mis en lumière le statut de «terre de nulle part» et « de territoire d'une pauvreté extrême» qui est attribué par les grands médias des «pays démocratiques» au premier morceau de territoire à avoir aboli l'esclavage sur le continent «américain».
C'est dans la perspective de cette «revanche historique» que l'historien Marco Morel – auteur de A Revolução do Haiti e o Brasil escravista – O que não deve ser dito (La révolution haïtienne et le Brésil esclavagiste. Ce qu'il ne faut pas dire), décembre 2017, Paco Editorial – analyse la situation actuelle en Haïti et sa relation avec le Brésil, en les replaçant dans leurs contextes historiques. L'entretien a été conduit par Gabriel Brito de la rédaction du site brésilien Correio da Cidadania.

Correio da Cidadania: Que se passe-t-il en Haïti? Qu'est-ce qui a conduit à l'assassinat du président Jovenel Moïse, un homme de droite jusqu'à récemment aligné sur les intérêts étrangers dominants dans le pays?

Marco Morel: Bien que la situation soit encore floue, en détaillant les circonstances, il ne fait aucun doute que l'impérialisme transnational a une fois de plus mis le pied à l'étrier en Haïti, par le biais de son principal bras guerrier et politique, les Etats-Unis. Les autorités locales pointent du doigt la responsabilité des Etats-Unis et vice-versa. Il est probable que les deux ont raison et qu'il y a eu une collusion d'intérêts sectoriels face à l'incurie tragique de Jovenel Moïse, qui était un homme d'affaires prospère exportant des bananes et n'ayant aucune expérience préalable de l'activité politique.

Il est important de rappeler que le territoire haïtien a été littéralement occupé par les Etats-Unis par le biais des marines pendant deux décennies, entre 1915 et 1934, avec l'objectif, non dissimulé par le président Woodrow Wilson (président 1913-1921), de protéger les intérêts économiques nord-américains. Ce sont des problèmes structurels de la société.

Correio da Cidadania: Quelle est l'ampleur de la crise de la société haïtienne?

Marco Morel: En Haïti, il y a une très grave crise multiforme. Politique, sociale et économique. L'Etat national a perdu le monopole de l'utilisation de la violence légitime et le résultat est que la violence s'est répandue. La capitale Port-au-Prince est dominée par des gangs rivaux et la pratique de l'enlèvement de personnes et de la demande de rançon est devenue récurrente dans le pays. Les viols collectifs se produisent, hors de tout contrôle.

Le Parlement devait être renouvelé en janvier 2020. Mais les élections n'ont pas été tenues. La famine et l'augmentation du prix des produits de base sont terribles. Et une telle situation confirme l'inefficacité des organisations internationales et des occupations internationales comme la MINUSTAH (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti qui a perduré de 2004 à octobre 2017), dont le véritable objectif est de maintenir l'ordre et non de pacifier.



Le général Carlos Alberto dos Santos Cruz a dirigé la mission des Nations unies en Haïti de janvier 2007 à avril 2009.

Correio da Cidadania: La MINUSTAH, soit dit en passant, a bénéficié d'une participation importante des chefs militaires bolsonaristes, qui, dans certains cas, essaient même de soustraire à toute critique leurs actions dans ce pays.

Marco Morel: Exactement. Le général Carlos Alberto dos Santos Cruz a dirigé la mission des Nations unies en Haïti de janvier 2007 à avril 2009. Il a occupé le secrétariat du gouvernement de Bolsonaro, après quoi il s'est opposé au gouvernement. Le général Floriano Peixoto Vieira Neto, commandant de la mission entre avril 2009 et avril 2010, est également devenu secrétaire général de la présidence au début de l'administration actuelle. Le général Edson Leal Pujol, qui a dirigé la MINUSTAH entre 2013 et 2014, a été commandant de l'armée brésilienne de 2019 à février 2021. Tarcísio Gomes de Freitas, ministre des Infrastructures, a servi de 2005 à 2006 en Haïti en tant que chef de la section technique de la compagnie d'ingénierie de la Force brésilienne de maintien de la paix. Le général Otávio Rêgo Barros, ancien porte-parole du gouvernement Bolsonaro, a été commandant du 1er bataillon d'infanterie de la Force de paix. Fernando Azevedo e Silva, ancien ministre de la Défense, a occupé de 2004 à 2005 le poste de chef des opérations du contingent brésilien en Haïti. Et même le général Luís Eduardo Ramos, actuel ministre en chef du Secrétariat général de la présidence de la République [depuis le 21 juillet 2021], a servi de 2011 à 2012 dans les troupes brésiliennes en Haïti.

Sans oublier, bien sûr, le général Augusto Heleno, actuel chef du Cabinet de sécurité intérieure (GSI) et bras droit (peut-on dire!) du président de la République, qui fut le premier commandant de la MINUSTAH en 2004. Il est fortement soupçonné d'être responsable d'un massacre dans le quartier pauvre de Cité Soleil, à Port-au-Prince, en 2005: l'opération «Poing fort», avec 300 soldats, a envahi cette collectivité et a fait environ 70 morts, dont des femmes et des enfants, après avoir tiré 22'000 coups de feu. Le fait est que le gouvernement de Lula, après avoir reçu des accusations, a retiré le général Heleno d'Haïti.

On constate que la présence militaire en Haïti a servi en quelque sorte de laboratoire pour la politique génocidaire du gouvernement Bolsonaro, notamment l'intervention fédérale à Rio de Janeiro en 2018, commandée par le général Braga Netto, actuel ministre de la Défense. Ce dernier n'était pas en Haïti, mais est allé directement au siège de l'opération, agissant en tant qu'attaché militaire aux Etats-Unis en 2013-14.

Il ne faut pas oublier que le président haïtien légitimement élu Jean-Bertrand Aristide a été déposé en 2004 par l'armée des Etats-Unis avec le soutien des gouvernements français et brésilien, entre autres. Il s'agit de contrôler les populations pauvres et noires dans une situation de misère croissante, en Haïti et ici, au Brésil.

Correio da Cidadania: Haïti a une histoire particulière et peu connue, qui se distingue dans les Amériques. Comment faites-vous le lien entre le passé et le présent du pays.

Marco Morel: Haïti a été le premier pays à proclamer l'abolition de l'esclavage et le deuxième à proclamer son indépendance, dans les Amériques. Au début du XIXe siècle, le penseur français l'Abbé Grégoire [1750-1831, il a revendiqué à l'Assemblée constituante l'abolition des privilèges, de l'esclavage et le suffrage universel masculin] soulignait qu'Haïti était comme un phare qui brillait dans les Antilles, apportant l'espoir aux opprimés et faisant rugir de haine les oppresseurs. La révolution haïtienne a mis en évidence la capacité de lutte des travailleurs asservis et leur capacité à transformer la société, en détruisant l'esclavage et le colonialisme.

Haïti a toujours été le théâtre de violentes disputes entre les puissances et, après son indépendance, elle est devenue un terrain vague en raison de l'action de la France et d'autres pays européens. Peu à peu, les Etats-Unis se sont imposés comme le nouveau dirigeant. L'indépendance haïtienne victorieuse a d'abord vaincu toutes les puissances européennes et celle des Etats-Unis sur le plan politique et militaire. Mais ces pays ont progressivement repris le contrôle de l'économie et ont exercé une sorte de terrible vengeance.

Il y a une forte rupture avec le passé historique et la mémoire dans la perception internationale. Normalement, Haïti est présenté aujourd'hui comme le pays le plus pauvre des Amériques. Et c'est tout. La dissimulation de la révolution haïtienne est symptomatique et c'est l'un des ingrédients de l'oppression. Bien qu'une grande partie de la population haïtienne, les majorités opprimées, sache qui était Jean-Jacques Dessalines, l'homme esclave qui a proclamé l'indépendance en 1804 et qui est également devenu la figure la plus populaire du vaudou. Le passé historique est en reconstruction permanente et en tension avec le présent.

Correio da Cidadania: En fin de compte, le niveau d'interventionnisme dans le pays, compte tenu de son passé pionnier anti-impérialiste, n'est-il pas une représentation cruelle et réelle d'un certain racisme et suprémacisme blanc, légués par le colonialisme et l'esclavage qui sont à la base de ces idéologies discriminatoires? Ne parlons-nous pas d'un pays puni par des bourgeoisies héritées de cette étape historique qui se montrent tout simplement incapables de traiter de l'autodétermination des peuples non blancs?

Marco Morel: Oui, c'est une bonne clé de lecture pour comprendre ce qui se passe dans la société haïtienne aujourd'hui, au-delà des stéréotypes de la pauvreté et de la violence. La révolution haïtienne a apporté, dans un premier temps, une dose de libération politique, économique et sociale. Mais même ces réalisations partielles devaient être détruites par le colonialisme et l'impérialisme. Et, il est bon de le dire, avec des alliances entre les nouvelles élites locales issues de l'Indépendance et le colonialisme. La Révolution elle-même, avec sa dimension clairement libératrice, portait déjà le germe de son autodestruction, qui se réaliserait dans une alliance entre dominateurs nationaux et internationaux; maintenant la majorité de la population est opprimée par l'exploitation de sa force de travail et la concentration des terres, même si elle n'est plus esclave.

Bien que Cuba et Haïti se soient présentés comme deux îles rebelles des Caraïbes, il existe des différences dans ce processus. Ce qui s'est passé en Haïti après l'indépendance relevait d'un anti-blocus. Le nouvel Etat-nation a eu du mal à se structurer de manière souveraine, malgré la détermination d'une partie de ses dirigeants et de la population, car l'isolement alors imposé à Haïti a engendré une course effrénée des puissances européennes et des Etats-Unis à un commerce prédateur et non réglementé. Sans tarifs douaniers, pratiquant des prix abusifs, dans un pillage imposé par la force. C'est pourquoi la situation actuelle est héritière de la violence post- et contre-révolutionnaire, basée sur le racisme, sur la suprématie blanche, c'est-à-dire sur la notion de considérer comme inacceptable l'autonomie souveraine et populaire de la population noire et mulâtre en tant que protagonistes de leur propre histoire.

Haïti et Cuba ont été (et sont) les protagonistes d'un exemple frappant de résistance aux modèles capitalistes et de suprématie blanche, malgré les nombreuses spécificités et dissemblances de leurs trajectoires historiques respectives. Cela explique le traitement qu'ils reçoivent actuellement, y compris de la part des médias grand public.

Correio da Cidadania: Dans ce sens, nous avons vu ce type de tension se manifester ici dans le cas récent de l'incendie de la statue du bandeirante (les aventuriers qui dès le XVIIe siècle pénètrent le Brésil à la recherche de richesses minières et pour réduire des populations amérindiennes à l'esclavage) Borba Gato à São Paulo (la couronne, au début du XVIIIe, le nomma à la superintendance générale des Mines et mis sur pied deux énormes fazendas, nommées Borba et Gato).

Marco Morel: Tout d'abord, ma solidarité totale et sans restriction au camarade Paulo Galo, l'un de ceux qui sont toujours en prison [suite à cette «attaque» contre la statue de Borba Gato], et à tous ceux qui ont participé ou soutenu de quelque manière que ce soit «l'attaque» du monument. Il s'agit de prisonniers politiques dans ce Brésil bolsonariste effrayant et malade dans lequel nous vivons.



Le général Augusto Heleno, actuel chef du Cabinet de sécurité intérieure (GSI) et bras droit (peut-on dire!) du président de la République, qui fut le premier commandant de la MINUSTAH en 2004

Les médias grand public n'ont pas été indignés lorsque les statues des dirigeants «soviétiques» ont été détruites avec beaucoup plus de violence. Au contraire, de tels actes étaient considérés comme un geste de liberté et de civilisation… Ce n'est donc pas la défense de l'intégrité des œuvres d'art qui est en jeu, ici.

Ce qui m'afflige le plus dans cet épisode, c'est que la statue de Borba Gato continue intacte et avec ses structures fermes. Des hommes d'affaires de São Paulo ont déjà proposé de financer sa restauration, qui ne sera pas compliquée. C'est une métaphore brute de l'histoire du Brésil. Colonie, Indépendance, Empire, Républiques et la domination se métamorphose, mais ne s'éteint pas dans ses traits généraux. Elle sort presque indemne des offensives dont elle fait l'objet. C'est pourquoi la bourgeoisie hypocrite est touchée par les attaques contre les monuments, mais soutient ou est indifférente aux attaques quotidiennes de l'Etat contre la population pauvre au Brésil. Elle pleure la mémoire de ceux qui ont réduit les Indiens et les Noirs en esclavage, mais pas celle des peuples amérindiens et des afro-descendants qui sont massacrés dans notre vie quotidienne. Combien de milliers de Noirs et d'indigènes ont été décapités par des personnages comme Borba Gato!

Il est nécessaire non seulement de détruire toute la symbolique de ces monuments, mais aussi d'aller de l'avant et de créer de nouveaux symboles de référence. Cela vaut pour le passé, le présent et l'avenir de la société. Apprenons à connaître et à ne pas oublier la révolution haïtienne.

Correio da Cidadania
10 août 2021
Traduction du brésilien par la rédaction de A l'Encontre 14 août 2021

Fineray Herman Nau



Hermann Nau, yon non anpil moun konn tande oubyen konnen nan mizik ayisyen an, se te batè gwoup Tabou Konmbo (Tabou Combo). Herman te soufri yon konjesyon serebral nan dimanch 11 jiyè epi finalman li mouri jou ki te dimanch 25 jiyè 2021 nan Lopital Metodis ki nan Bouklin, Nouyòk.

Herman te minis espò, jèn ak edikasyon sivik sou administrasyon Aristide-Neptune la. Fineray mizisyen an te chante samdi maten14 out la nan legliz Holy Family.

Kèk fanmi ak mizisyen Tabou yo te vin ran yon dènye omaj ak Herman k ap rete yon lejann nan istwa mizik ayisyen an.

2010-2021: Malè nou dyak sou dyak

J. Fatal Pya

Jou devenn ou dòmi atè, epi ou pran gwo so kabann

Pwovèb Kreyòl

Siklòn 2004 ban nou Preval. Zougoudou 2010 ban nou Miki. Siklòn Matye an oktòb 2016 ban nou Jovenel Moise. Enben, si n pa pran byen Zougoudou 2021 ka ban n swa madan Apredye, swa Miki, swa Loran Gagòt ou Line Baltaza. Devenn ka pou nou n ka pran nan nenpòt lòt manzaza. Malè pa mal se ra sèlman l ra.

Paske se nan malè ak mizè ak mas popilè yo ekip gagotè sa a jwen jwen pou l fè festival gagòt a gra lijyèn. An n sonje byen Kou Kasasyon te sèmante pa gen anyen ki ka fèl kite KEP madan Mezadye a prete sèman. Apredye vekse l kraze kou Kasasyon pakanpak. E, Krèy Elektoral sa a pat prete sèman okenn kote. Men jounen jodi a l sèmante fòk li kwoke Refera ndòm ak Zeleksyon nan lalwèt Ayiti.

Janvye 2010 zougoudou pase sou Ayiti. L krabinen konbyen santèn milye kay. Nan kèk grenn segonn li gaspiye lavi plis pase 300.000 konpatriyòt anba bout beton pwenn fè pa. Blan Obama voye blan Bil Kingtonn vin bafre sou dan devan 11 milya CIRH. Gwo mago wololoy sa a se tout kalib blan tout koulè ki te bay bèl bourad sa pou te rebati Ayiti.

Nan yon bat je nonm Bil Kintonn nan vale sa si w konn bouche tonmtonm ki byen tranpe nan kalalou gonbo Tonm gato. Mwens pase yon lane apre Obama voye Madan Clinton nan vin kwoke Miki nan ti gòjèt Ayiti tankou yon makòn zo pwason pwazonnen ak manje rat. Depi nan jimnastik bay manti nan repetisyon kanpay, Miki te di l gen 300.000 kay kanpe byen djanm sou dlo.

Pandan 5 lane men longè l fè pe gagote youn nan kay yo pat rive fè tè. Nan pil ak pakèt kay li te pwomèt yo se reken san dan, pwason gwo sèl, kribich chich, krab malzòrèy ak koloni bonnbonni gwo tèt ki te gen chans fè krèy ladan yo. Nan 5 lane Miki yo, manifestasyon sou manifestasyon lopozisyon tanzantan pou denonse gagòt. Aaaaa majò jon Bandi Legal la pa menm briding.

Paske patwon l kole dèyè l ak bon lakòl epi byen vise l sou chèz piyay la. Ekip Tèt Kale a kontinye dechèpiye san gade dèyè pi fò nan ti rès 4.2 milya Petwo a. Figi 4.2 milya Petwo a kontinye pran majè kalòt anba pat kòripsyon ak vòl ak gagòt a gogo. An palan de festival gagòt Loran Gagòt ak menm pa l konstwi 25 estad nan 3 lane. Menm nonm nan pa konn adrès youn nan estad sa a yo.

Pèsonn pa janm rive wè youn nan yo. Jou ale jou vini, Ayiti kontinye peri an tife. Se vre Lopozisyon kanpe an kwa pou radiyès pèmèt sa a pa rive fèt. Men, asosiyasyon,b dan di anvayi 9 depatman an yo. Nan tout kwen ak rakwen se ekzèsis ploton bandi. Miki ak kavalye polka l Kplim tèlman alèz long kou yon ke pis yo te soti pou yo fè zeleksyon grenn soulye.

Men gras a flanm dife mobilizasyon popilasyon an, pwojè malatchong sa a te kwoke nan fon ti gòjèt yo te prèt pou trangle yo. An fevriye 2016 de lwijanboje sa a yo te bijo lage pye yo. Mem tou, yo kite peyi a tèt anba nan fon twoubouyon katchouboumbe. Nan yon gwo kont mal taye kout pa konprann, ti Privè ki pat piti ditou te vole sou do chwal piyay la.

Nonm sa a te pase yon lane pe fè gagòt nan ti rès sa Miki pat ko fin gogote a. Oktòb 2016, siklòn Matye te pote boure sou peyi a vin sapata ou. Privè sa a òganize yon zeleksyon pike kole bouyi vide kou l cho l kwit. Se nan konsa Obama foure yon zo chamo tou cho an travè nan ti gòjèt Ayiti. Zo chamo ki bay tèt li non Apredye sa a te vin jwenn ak zo reken ki te rele Miki a.

N pa bezwen di n. Bagay malè nèt. Zak sasinay sou zak sasinay. Gang sou gang. Gagòt sou gagòt fè kenken 24 /24. Nonm apredye sa a menm jan ak parenn li Miki. Nan tout pwomès lamayòt li t ap mache fè yo l pat janm respekte yo. Se vyolans, blakawout, kidnaping, lavichè, lekòl chè 24/24 dola chè sèlman ki te respekte. Yon maten 7 jiyè k sot pase a se ta rèl nan fanmi Makorèl.

Nouvèl anvan bajou kase fè konnen nonm Apredye a resi jwenn ak zo grann li nan Pèleren 5 an gran jan. Li te toujou chante kantamwa l blan patwon l kwoke l nan fon gagann popilasyon an. Men nan fotenn douvanjou maten 7 jiyè sa a jeneral lankmò te debake nan baz li ak yon kalbas siwo si pou te dekwoke l. Menm madanm li ki te asiste tout seremoni zak sasinay la pran pòz li pa konn anyen nan anyen.

Depi nan lantèman sèkèy vid la okap jou ki te 23 jiyè 2021 an, ti manzè te koumanse lage gwo plòt krache santi gwo jounen nan mitan figi laprès lakay. Si w pa medya blan, l pap menm pèdi tan l kase yon ti lòsyè ba w. Apredye te di lè l prale l pe kite yon lòt peyi. Se sèl kote l pa bay manti. Apredye kite Ayiti san prezidan, ak 2 premye minis, san palman, san kou Kasasyon, san sekirite, san kouran, san manje, san diyite, san nanm, san nannan.

Depi koumansman jen sendika bandi Matisan monte barikad vyolans yo men wòtè. Tout sa m di w yo pe pase douvan 2 grenn je polis ak militè ki maton nan kraze manifestasyon ak gaz ak bal revòlvè. Depi w rive pase vivan Matisan w mèt konnen w pral soti nan gwo lo. Jou ki te samdi 14 dawout la zougoudou te fè n santi l pat bliye n nèt. Nan 30 segonn li depatcha Nip, Sid ak Grandans.

Sanzatann, moun mouri kou grenn lapli. San zatann kay kraze kou nich fwomi fou. Legliz, peristil kay moun kay bèt zougoudou san pitye pou yo. Ti moun, gran moun, jenn fanm, jenn gason, moun enganm, kokobe, yo tout jwenn yon zòbòy. Gen anpil nan yo ki mouri trapde. Sa k pa mouri yo estwopye kip a menm ka jwenn lopital. Malgre sa blan ki di yo se papa demokrasi pa tande yo pa wè. Sèl lwa k danse nan devan tèt yo se lwa zeleksyon. Detan sa a pesonn pa konn ki kote yo gad. Sèl sa yo konnen malè yo dyak sou dyak.

Zougoudou

Zougoudou demildis
Milyonè fè dis sou dis
Milyadè vin gen plis vis
Malere mare kou sosis
Vanyan vin kokobe bis

Malere mare nan malis
ONG koupe jis fon kalis
ONG fete nan fon Disis
Malè donnen kou palmis
Bèl rekòt malè kou Moris

Zougoudou alèkile
Donnen nan jaden zile
Moun Nip fin gaspiye
Nan Sid menm depale
Zougoudou sele monte
Fin sele monte galope
Zougoudou kòk chante
Rekòt malè pandye vre
Rekòt malè pap doute

Yon maten sote ponpe
Riyèl san file monte vre
Zougoudou fèk debake
Souf anpil fyèl pete fre
Kè anpil nanm fin kreve
Anpil zantray trepase
Zougoudou san pitye
Zougoudou fyèl kraze

Zougoudou pandye vre
En neyen pa fin fè de
Sa depan kote w kanpe
Sa depan de ki kote
Sa depan nan ki lane
Zougoudou se pitit frize
Zougoudou orevwa oke

J. Fatal Pya

Les tremblements de terre d'Haïti exigent une solution haïtienne



Le Palais national, écrasé lors du séisme du 12 janvier 2010 toujours non reconstruit, n'est peut-être pas le meilleur symbole de l'effritement de la souveraineté haïtienne

Par K. Jessica Hsu et Mark Schuller*

Haïti fait à nouveau la une des journaux, ce qui ne semble se produire qu'en période de crise – un scandale, une catastrophe, la violence. Ces récits dominent l'imaginaire de la plupart des personnes résidant en dehors d'Haïti. Depuis 2010, pour beaucoup, Haïti est synonyme de «tremblement de terre». Quant aux habitants d'Haïti, ils n'ont pas besoin qu'on leur rappelle «douz janvye» – le 12 janvier – et la réponse de l'aide internationale, car le pays est encore marqué par les répliques humanitaires, ce que Raoul Peck [réalisateur, scénariste haïtien] appelait «l'assistance mortelle». Haïti est un cimetière de projets d'ONG qui ont échoué, qui sont éparpillés sur le territoire, comme des pierres tombales. Le Palais national, toujours non reconstruit, n'est peut-être pas le meilleur symbole de l'effritement de la souveraineté haïtienne.

Dans la matinée du 14 août 2021, deux tremblements de terre ont frappé le sud de la péninsule le long de la même ligne de faille (Enriquillo-Plantain Garden) que le séisme de 2010 qui a dévasté Port-au-Prince, Léogâne et les régions environnantes. Les sismologues haïtiens avaient alors prévenu que le séisme de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter n'avait libéré que très peu de l'énergie accumulée, faisant de la ligne de faille un risque sismique, une bombe à retardement. Les deux séismes à répliques multiples de samedi 14 août se sont produits à un peu plus de 100 kilomètres à l'ouest du tremblement de terre de 2010. Le premier, au nord de Nippes, se situant à 6,9 sur l'échelle de Richter, et le second, près de Saint-Louis-du-Sud, à 7,2. Selon la Direction de la protection civile d'Haïti, le bilan des victimes s'élevait à 1297 morts dimanche après-midi.

Nombreux sont ceux qui, au vu des récents événements et de la couverture médiatique internationale, se demandent comment apporter leur soutien. Où devrions-nous faire des dons? Il est difficile de répondre à cette question car les organisations les plus efficaces en matière d'aide humanitaire sont les groupes locaux, les organisations qui font partie des communautés, qui sont respectées et en qui on a confiance. Elles sont dirigées par des professionnels haïtiens de longue date. De plus, il n'y a souvent pas de ligne directe pour faire parvenir les dons à ces groupes.

L'expérience de 2010 a montré que la ruée vers les dons immédiats et vers des groupes reconnus par les Etats-Unis comme la Croix-Rouge a entraîné de graves problèmes, qui ont fait l'objet de centaines d'articles et de dizaines de livres. D'ailleurs, les intervenants du gouvernement haïtien et des ONG sont toujours en train d'évaluer les dégâts. Malheureusement, comme le soulignent depuis longtemps les chercheurs spécialisés dans les catastrophes, la générosité est fonction de la couverture médiatique.

Si vous devez faire un don maintenant, investissez dans le renforcement des capacités haïtiennes. Non seulement les professionnels locaux sont mieux équipés en savoir-faire et en relations linguistiques, culturelles et sociales, mais ils sont plus proches des communautés touchées (ou en font partie) qui doivent définir leurs propres priorités. Voici une liste ad hoc, fonctionnelle et évolutive de groupes haïtiens. Vous pouvez aussi envisager de vous adresser à votre fondation communautaire locale et de «garder en réserve» les fonds pendant que les capacités techniques et logistiques nécessaires à l'acheminement de l'aide sont mises en place.

Espérons qu'une fois pour toutes, les ONG tirent – et appliquent – les leçons du dernier tremblement de terre et de l'ouragan Matthew [en 2016], et suivent les nouvelles normes minimales en matière d'aide, notamment:

Arrêter la présentation obscène du désastre.

Présenter le peuple haïtien avec dignité.

Investir dans les capacités haïtiennes.

Soutenir les priorités identifiées localement.

Préciser le projet, les partenaires locaux et les relations.

Coordonner avec les fonctionnaires locaux ou avertir le ministère compétent.

Enregistrez-vous auprès d'OCHA (Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU) qui travaille en relation directe avec la Direction de la protection civile (DPC) et du COUN (Centre national de coordination des urgences). Faites-leur savoir ce que vous comptez faire.

***

Bien que le peuple haïtien puisse manquer de ressources financières, la réponse aux tremblements de terre doit être une #HaitianSolution; la solidarité et non la charité, construite sur la justice, les droits, les relations et le leadership haïtien.

Une véritable solution haïtienne s'attaque également aux causes profondes. Des catastrophes récentes comme le tremblement de terre de 2010 continuent de montrer qu'il ne s'agit pas de catastrophes naturelles, mais de phénomènes naturels dont les impacts dévastateurs sont prédéterminés par des vulnérabilités créées par l'homme.

Ces vulnérabilités latentes ont été façonnées depuis la création d'Haïti. Michel-Rolph Trouillot [anthropologue haïtien, 1949-2012] a soutenu que depuis l'indépendance d'Haïti en 1804, il n'y a jamais eu de contrat social entre l'Etat et la Nation. Robert Fatton [Université de Virginie] a appelé Haïti la République prédatrice, pour qualifier de violence d'Etat qui a engendré un déclin constant des conditions de vie de la majorité des habitants des campagnes. La désolation croissante de la campagne pousse beaucoup de gens à quitter leurs maisons pour *chèche lavi*, littéralement «chercher la vie», à la recherche de moyens de subsistance dans l'économie urbaine informelle surpeuplée et sursaturée qui offre toujours plus d'opportunités économiques que *andeyò* (littéralement «dehors») en raison de l'histoire de la centralisation calculée pour maintenir le pouvoir politique et économique.

L'occupation par la Marine des Etats-Unis de 1915 à 1934 a amorcé ce processus de centralisation, accéléré par le dictateur François «Papa Doc» Duvalier, avec le soutien inébranlable des Etats-Unis et d'agences internationales comme le Fonds monétaire international, y compris par le financement conscient des tontons macoutes [expression créole renvoyant au père fouettard] paramilitaires dont les exécutions extrajudiciaires terrorisaient la population. Ce processus s'est accéléré avec les interventions internationales qui ont conduit à des politiques axées sur moins de protection sociale et plus d'accès aux marchés rendant les riches plus riches après l'éviction du fils de Duvalier en 1986. Cela s'est poursuivi avec l'afflux d'ONG internationales suite au tremblement de terre de 2010.

Les plus vulnérables dans les zones urbaines et rurales sont connectés: après le tremblement de terre, 630 000 personnes sont retournées chez elles à la campagne pour trouver refuge chez des amis et de la famille. Après l'ouragan Matthew en 2016, les familles ont envoyé les personnes âgées et les autres personnes les plus vulnérables à Port-au-Prince pour les protéger des éléments. Ces derniers mois, certaines personnes ont migré à nouveau vers leurs origines campagnardes pour se tenir à l'écart de l'insécurité qui sévit à Port-au-Prince.

Les pauvres urbains et ruraux créent des espaces que Robert Fatton appelle la «périphérie extérieure» pour survivre dans un système qui les marginalise quotidiennement. Ce sont les descendants d'anciens esclaves qui ont brisé les chaînes de l'esclavage mobilier [statut des esclaves considérés comme meubles] et ont été exclus immédiatement en 1804 lors de la formation de l'Etat postcolonial. Le 14 août marque également le 230e anniversaire de Bwa Kayiman [Bois-Caïman, lieu de la réunion secrète et cérémonie – avec sa dimension vaudoue de «pacte avec les forces invisibles» – des esclaves noirs des plantations le 14 août 1791 qui a conduit à la révolte contre les esclavagistes blancs], une insurrection menée par Dutty Boukman et Cécile Fatiman qui a déclenché la révolution haïtienne. Comme après le tremblement de terre de 2010, il ne sera pas surprenant d'entendre qu'Haïti a fait un pacte avec le diable. Ces groupes continueront à proférer des blasphèmes et à désavouer la révolution haïtienne, ce qui a été fait depuis ses débuts.

Pour leur rôle de fondateurs de l'abolition et de la libération des Noirs, la majorité du peuple haïtien a été punie pour son audace à affirmer que *tout moun se moun*, «tout le monde est un être humain». Pendant six décennies, les Etats-Unis voisins, redevables aux esclavagistes du Sud, y compris leurs huit présidents, se sont assurés d'éteindre toute notion de Black Lives Matter. En 1862, alors que l'abolition de l'esclavage sur leur propre territoire était proche, les Etats-Unis ont finalement reconnu Haïti.

Les morts d'aujourd'hui sont les descendants des abolitionnistes – que ce soit dans les quartiers populaires comme dommages collatéraux des affrontements armés pour capter les ressources de Port-au-Prince ou dans les campagnes où les gens meurent régulièrement du manque d'accès aux biens de base, ce qui les pousse à migrer vers les villes. Le nom de ceux qui nous quittent physiquement ne sont jamais prononcés, on ne se souvient jamais d'eux et on ne les reconnaît même pas de leur vivant. Comme ceux qui ont été tués par la violence systématique de l'Etat aux États-Unis, comme George Floyd, Sandra Bland, Trayvon Martin et tant d'autres, ce sont les victimes de la violence de l'Etat qui se manifeste par l'exploitation et l'abandon. Ils doivent être reconnus et non pas oubliés.

***

Depuis le 7 juillet, suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse, la couverture internationale en dehors de Port-au-Prince était très limitée. Les campagnes, et plus particulièrement la péninsule du Sud, ne se sont jamais remises de l'ouragan Matthew ni de la longue histoire d'indifférence de l'Etat postcolonial. En juillet 2021, 4,4 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire, soit environ 46% de la population.

En ce moment, l'aide est absolument nécessaire. Une aide bien intentionnée doit s'attaquer aux conditions actuelles façonnées par des histoires de marginalisation de longue date. Nous devons également agir en solidarité avec des efforts tels que la Commission pour une solution haïtienne. Ce processus tente, en quelques mois, de réparer des siècles de marginalisation, de négligence de l'Etat et d'intervention étrangère. Ce dialogue toujours en cours montre que le compromis et la collaboration sont possibles pour construire un avenir différent qui honore les ancêtres abolitionnistes qui rêvaient d'une Haïti libre et libérée, un phare pour les peuples non libres du monde entier.

Ce rêve a été différé à cause de l'exploitation incessante du capitalisme racisé mondial. Pour faire de ce rêve une réalité, il faut voir les liens qui nous unissent déjà dans la solidarité, à savoir que la violence d'Etat racisée qui tue des Vies noires dans les zones rurales et urbaines des Etats-Unis, avec ou sans insigne et arme, a la même source qu'en Haïti. Travailler à la défense des Vies noires aux Etats-Unis nécessite de soutenir les Vies noires en Haïti, et vice versa. Comme Charlene Carruthers et d'autres leaders américains l'ont dit depuis longtemps, la libération des Noirs nécessite une action internationale.

Espérons que, comme il y a 230 ans, le 14 août fera s'écrouler cet ancien ordre mondial, ce que la féministe haïtienne Sabine Lamour a appelé le «paradigme de 1915», lorsque a commencé l'occupation des Etats-Unis qui n'a eu de cesse. Nous pouvons y parvenir en demandant des comptes à nos propres gouvernements ou, mieux encore, en nous inspirant des militants haïtiens et en exigeant une véritable participation à la définition de la politique étrangère.

Une praxis abolitionniste est nécessaire pour aller de l'avant; le temps est venu depuis longtemps d'une véritable solidarité et de réparations.



Haïti est un cimetière de projets d'ONG qui ont échoué, qui sont éparpillés sur le territoire, comme des pierres tombales

***K. Jessica Hsu** est une anthropologue et une militante de la solidarité qui a passé la majeure partie de ses 15 dernières années à travailler avec des communautés dans les zones rurales d'Haïti sur les questions de travail, d'agriculture, de genre et de développement communautaire. Elle est actuellement basée à Port-au-Prince. L'anthropologue **Mark Schuller** est l'auteur de l'ouvrage Humanitarian Aftershocks in Haiti.

Counterpunch 16 août 2021
Traduction rédaction A l'Encontre16 août 2021

L'après-Jovenel Moïse, difficile succession ! *(1e partie)*

Même mort, le feu Président Jovenel Moïse reste un cauchemar pour l'opposition. Un obstacle presque insurmontable pour ses opposants pour accéder au Palais national voire au pouvoir. Certes, 99% d'entre eux ne souhaitaient la mort du chef de l'Etat. Ils auraient aimé qu'il soit déchu de son mandat et traduit devant la justice et même condamné. Bien que le motif, lui, soit fort discutable. Beaucoup d'opposants au Président assassiné le 7 juillet 2021 ont condamné de manière sans équivoque cet horrible et macabre meurtre. Ils l'ont fait avec sincérité et compassion. Même si seule une infime minorité continue de dire : nous condamnons l'assassinat de l'ancien Président Jovenel Moïse. Qu'importe, le mal est fait. Celui qui constituait un obstacle majeur pour l'ensemble des oppositions n'est plus.



Le Premier ministre habilité à conduire les affaires de la nation le Docteur Ariel Henry et le sénateur du sud-est, président du Sénat, Joseph Lambert

Depuis le vendredi 23 juillet 2021, il a rejoint son père dans le caveau familial dans un cimetière dans une banlieue du Cap-Haïtien après des funérailles officielles et nationales dues à son rang de chef d'Etat. Pourtant, comme le feu Président François Mitterrand s'adressant au peuple français avant sa mort disait « *Je crois aux forces de l'esprit. Là où je serai, je ne vous quitterais pas. Je ne vous abandonnerais pas »,* Jovenel Moïse qui, de son vivant, a été un vrai cauchemar pour ses opposants en tant que candidat à la présidence et pire encore après son installation au Palais national, semble faire les mêmes vœux, mais uniquement, à l'attention de ses adversaires politiques. A voir les difficultés qu'ont eues les leaders de l'opposition plurielle et de la Société civile pour trouver un successeur au Président défunt, on peut se demander si *« Nèg bannann nan » n'avait pas fait ce même vœu : Ne vous en faites pas. Je crois aux forces de l'esprit. Là où je serai, j'aurai l'œil sur vous. Je ne vous quitterais pas. Je ne vous abandonnerais pas* ».

En effet, durant plus de quinze jours, c'est-à-dire dès le lendemain de l'annonce de la disparation de manière funeste de celui qui occupait la présidence haïtienne depuis plus de quatre ans et demi, l'ensemble des oppositions se mobilisait dans l'objectif de trouver un successeur à celui qui les empêchait d'entrer au Palais national. Comme ils savent bien le faire et l'avaient fait pendant plus de quatre années consécutives, les chefs de l'opposition et de la Société civile se sont mobilisés pour trouver un « Accord » en vue de remplacer le chef d'Etat brutalement disparu. Outre le choc qu'a occasionné la mort du Président en exercice, le pays vivait en haleine et avec anxiété dans l'attente de l'annonce de ce fameux accord politique entre les membres de ce panier à crabe qu'est l'opposition plurielle. En vérité, la population a attendu en vain. Dans la mesure où aucun des soi-disant accords n'a été fait par voie de consensus donc c'était de fausses alertes. Des accords bidon. Des effets d'annonces qui n'ont rien à voir avec un accord politique devant déboucher sur une alternative face aux autorités de fait qui ont hérité du pouvoir en l'absence du Président de la République.

L'incohérence et l'enfantillage des chefs de l'opposition dans cette situation tragique se sont révélés au grand jour dans l'opinion publique nationale et internationale. Dès l'annonce de l'assassinat du chef de l'Etat par le Premier ministre a.i. Dr Claude Joseph, on avait compris qu'il allait y avoir une vraie lutte pour la succession du Président. D'un côté, Claude Joseph qui était de facto devenu Président et chef de gouvernement à la fois n'avait pas le choix. Il était à la bonne place et au bon moment. Donc, il devait coûte que coûte prendre les rênes du pouvoir dans le cadre de la continuité de l'Etat afin d'éviter l'anarchie et le coup d'Etat qui aurait dû être effectif dès l'assassinat du Président. Par cette réaction peut-être inattendue de la part des auteurs intellectuels du meurtre et des membres du commando, le coup a foiré. Du coup, Claude Joseph a brouillé les pistes contre les commanditaires de l'assassinat et devenu une passerelle infranchissable pour les chefs de l'opposition qui ne s'attendaient certainement pas à ce retournement de situation.

Dans leur subconscient, les leaders de l'opposition pensaient qu'une fois le pays apprenait la mort de Jovenel Moïse, tous les membres du gouvernement allaient se réfugier soit dans les ambassades soit se mettre à couvert le temps que la situation redevienne à la normale. Et que l'opposition aurait eu le temps de se mettre à l'ouvrage pour présenter un gouvernement provisoire pouvant combler le vide du pouvoir vacant. Sauf que les choses se sont passées autrement. D'une part, l'annonce de l'assassinat du Président de la République n'a pas été suivie de liesses populaires comme on l'aurait imaginé. D'autre part, le pouvoir n'a jamais été à la dérive comme on pouvait l'imaginer. Ces deux paramètres non prévisibles ont tout changé dans l'après-Jovenel. Ainsi, l'opposition plurielle, prise de court, n'a pas eu le temps de comprendre ce qui était en train de se passer. Dans la précipitation, le vendredi 9 juillet 2021 une partie de l'opposition a vite bricolé un soi-disant accord dénommé « Protocole d'Entente Nationale » défini comme une entente de l'opposition dans le cadre de la recherche d'une sortie de crise.

« *En conformité à la résolution du 9 juillet 2021 du Sénat de la République, des partis, regroupements et organisations politiques de tendance diverse ont signé un accord inclusif au regard de l›esprit de l›article 149 de la Constitution pour entériner le choix du Président du Sénat comme Président provisoire et celui du Dr Ariel Henry comme Premier ministre* » pouvait-on lire dans le texte dudit protocole. Plus loin, les responsables de ces partis et plateformes politiques ont réaffirmé leur volonté de travailler avec Ariel Henry, le Premier ministre nommé par le chef de l'Etat avant son assassinat, puisque, semble-t-il, ils n'avaient rien contre et que leurs griefs politiques étaient surtout portés contre le Premier ministre intérimaire, Claude Joseph. « Considérant la démission du Premier ministre le 13 avril 2021, entrainant celle du cabinet ministériel ; Considérant le double effet de l›arrêté du 5 juillet 2021 qui, en nommant le citoyen Ariel Henry Premier ministre, consacre la révocation du citoyen Claude Joseph comme Premier ministre a.i. ; considérant la résolution du Sénat de la République en date du 9 juillet 2021 confirmant la nomination du citoyen Ariel Henry comme Premier ministre et désignant le sénateur Joseph Lambert Président du Sénat comme Président provisoire.

Ils se mettent d›accord par consensus et dans l›esprit de l›article 149 de la Constitution, ils font choix du Président du Sénat de la République, le sénateur Joseph Lambert comme Président provisoire de la République. Ils reconnaissent comme Premier ministre habilité à conduire les affaires de la nation le Docteur Ariel Henry, nommé par arrêté en date du 5 juillet 2021, publié au journal officiel *Le Moniteur* spécial No 36-B » avançaient les auteurs de ce Protocole d'entente nationale. Un protocole qu'ils vont par la suite renier, comme tous les autres d'ailleurs, avant même qu'il ait eu le temps de prendre effet. Avant, les dix sénateurs de ce qui reste du Sénat qui n'ont jamais donné signe de vie depuis belle-lurette, sans doute manipulé par cette branche de l'opposition, s'étaient, eux aussi, mis à l'ouvrage et avaient adopté ce qu'ils ont appelé une « Résolution » votée par 8 voix pour et 2 abstentions faisant de leur Président Joseph Lambert, Jo pour ses amis, Président provisoire de la République d'Haïti.

Le premier point de ladite résolution stipule « Joseph Lambert, élu du peuple comme sénateur de la République, et par ses pairs Président du Sénat, est choisi pour remplir la fonction de Président Provisoire de la République d'Haïti jusqu'à l'entrée en fonction du Parlement, le deuxième lundi de janvier 2022, d'un nouveau Président élu, le 7 février 2022. » Dans la démarche des sénateurs pour placer leur collègue à la présidence d'Haïti comme ils l'avaient fait il y a six ans avec Jocelerme Privert, Président de l'Assemblée Nationale, le deuxième point de la résolution est aussi édifiant et éloquent que le premier quand on lit « Le nouveau Président provisoire, Son excellence Joseph Lambert, prêtera le serment constitutionnel au Parlement devant l'Assemblée des Sénateurs, en présence des autorités constituées, des leaders de la société civile et de la classe politique.

La prestation de serment réalisée, le Président provisoire sera immédiatement installé dans ses fonctions au Palais national. Le Président provisoire entrera en consultation avec les différents secteurs de la vie nationale en vue de la formation d'un gouvernement d'entente nationale chargé d›exécuter les politiques publiques adaptées à l›intérim. » Cette résolution est signée de Joseph Lambert ; Jean-Denis Cadeau ; Marie Ralph Féthière ; Pierre François Sildor ; Kedlaire Augustin ; Rony Célestin ; Garcia Delva ; Jean-Rigaud Bélizaire. Deux sénateurs se sont abstenus : Paul Patrice Dumont et Wanique Pierre. Le sénateur Lambert qui se trouvait à ce moment en République Dominicaine pour raison de santé, a très vite réagi depuis son compte twitter pour dire qu'il acceptait humblement cet honneur. De l'autre côté la frontière haïtiano-dominicaine, Joseph Lambert qui se voyait déjà Président d'Haïti écrit « J'ai compris la résolution des Sénateurs. J›exprime mon humble reconnaissance aux institutions politiques qui me soutiennent. Je leur dis sincèrement merci. J›espère rencontrer beaucoup d›autres encore pour rouvrir la voie de l›alternance indispensable à la démocratie. »

(À suivre)

C.C

Haiti's Earthquakes Require a Haitian Solution

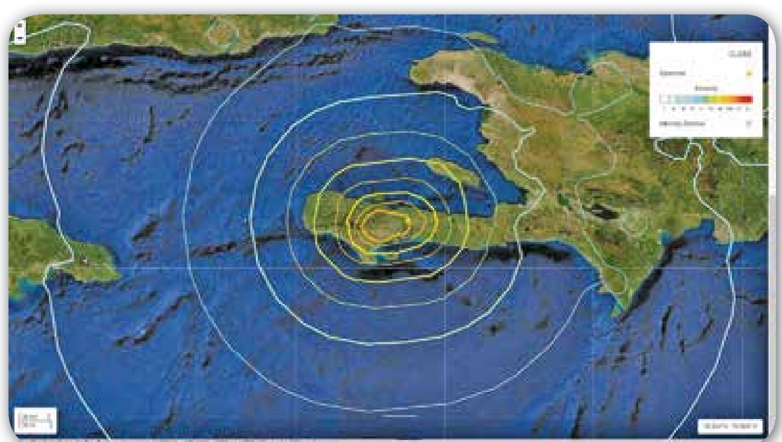


In Aux Cayes, destruction wrought by the Aug. 14, 2021 earthquake. Photo: P Star/Twitter

To avoid repeating the devastating mistakes of 2010, responses to the latest earthquakes in Haiti must pay attention to local activists' demands.

by K. Jessica Hsu and Mark Schuller

Haiti is making headline news again, which seems to happen only during periods of crisis — a scandal, a disaster, violence. These narratives dominate the imaginations of most people outside of Haiti. Since 2010, for many, Haiti has been synonymous with "earthquake." As for people in Haiti, they need not be reminded of "*douz janvye*" — January 12 — and the international aid response, as the country is still scarred by the humanitarian aftershocks, or what Raoul Peck called "Fatal Assistance." Haiti is a graveyard of failed NGO projects, tattered signs scattered across the land like tombstones. Perhaps no better a symbol of the crumbling of Haitian sovereignty is the national palace, which has still not been rebuilt.



A 7.2 magnitude earthquake struck Haiti's southern peninsula on Aug. 14, 2021. (USGS)

On the morning of Aug. 14, 2021, two earthquakes struck the southern peninsula along the same fault line (Enriquillo-Plantain Garden) as 2010's earthquake that devastated Port-au-Prince, Léogâne, and surrounding areas. Haitian seismologists warned then that the 7.2 earthquake released very little pressure, rendering the fault line a seismic hazard, a ticking time bomb. The epicenters of Saturday's two quakes with multiple shocks were just over 100 kilometers west of the 2010 earthquake. The first, to the north of Nippes, measured 6.9 on the Richter scale, and the second, by St. Louis du Sud, measured 7.2. According to Haiti's Department of Civil Protection, the death toll was 1,941 as of Tue., Aug. 17, with 9,915 injured.

Many seeing the recent events and international coverage are asking: How do we support? Where should we donate? These are hard questions to answer, because those most effective in humanitarian aid delivery are local groups, run by longtime Haitian professionals, that are a part of communities where they are respected and trusted. Yet there is often no direct line to get donations to these groups.

Experience from 2010 showed that the rush to donate immediately and to groups U.S. Americans recognize, such as the Red Cross, led to serious problems. This has been the subject of literally hundreds of articles and dozens of books. For one, Haitian government and NGO responders are still assessing the damage. Unfortunately, as disaster researchers have long pointed out, generosity is a function of media coverage.

If you need to donate now, invest in reinforcing Haitian capacity. Not only are local professionals better equipped with the linguistic, cultural, and social knowhow and relationships, they are closer to (or part of) impacted communities who need to define their own priorities. Here is an ad-hoc, working, evolving list of Haitian groups. Or consider reaching out to your local community foundation and "park" the funds while technical and logistical capacity to deliver aid are being built.

Let's hope once and for all that NGOs learn — and apply — the lessons of the last earthquake and Hurricane Matthew in 2016, and follow *new* minimum standards for aid, among them to:

Stop disaster porn

Portray Haitian people with dignity

Invest in Haitian capacity

Support locally identified priorities

Specify the project, local partners, and relationship

Coordinate with or notify the relevant government ministry and local officials

Register with OCHA, which works in direct support of the Haitian Directorate Civil Protection (DPC) and COUN (National Emergency Coordination Center), and let them know what the NGO is planning on doing.

While Haitian people may lack financial resources, the response to the earthquakes must be a #HaitianSolution — solidarity not charity, built on justice, rights, relationships, and Haitian leadership.

Addressing Root Causes

A true Haitian solution also addresses root causes. Recent catastrophes like the 2010 earthquake continue to show that these are not natural disasters, but natural phenomena whose devastating impacts have been predetermined by human-made vulnerabilities.

These predisposed vulnerabilities have been shaped since Haiti's inception. Michel-Rolph Trouillot argued that since Haiti's independence in 1804, there was never a social contract between State and Nation. Robert Fatton has called Haiti the "Predatory Republic," highlighting how state violence engendered a steady decline of living conditions in the countryside. The increasing desolation of the countryside drives many to leave their homes to *cheche lavi,* literally "looking for life." Many search for livelihoods in the overcrowded, oversaturated urban informal economy that still provides more economic opportunity than *andeyò* (literally "outside") due to the histories of calculated centralization to maintain political and economic power.

The U.S. Marine Occupation from 1915 to 1934 began this process of centralization, ramped up by dictator Francois "Papa Doc" Duvalier. The United States and international agencies like the International Monetary Fund extended steadfast support to the Duvalier regime, including knowingly funding the paramilitary *tonton makout* whose extrajudicial killings terrorized the people. This process sped up with international interventions that pushed policies that focused on less social protection and more access to markets. These policies made the wealthy wealthier following Duvalier's son's ouster in 1986, and this trend continued with the international NGO influx following the 2010 earthquake.

The most vulnerable in urban and rural areas are connected: after the 2010 earthquake, 630,000 people returned to their homes in the countryside to seek safe haven with friends and family. After Hurricane Matthew in 2016, families sent elderly and other vulnerable individuals to Port-au-Prince to protect them from the elements. In the past few months, some people have migrated back to their countryside origins to stay away from the insecurity that has plagued Port-au-Prince. Urban and rural poor people maneuver spaces that Fatton calls the "outer periphery" to survive in a system that marginalizes them daily.

Aug. 14, the day of the latest earthquakes, also marks the 230th anniversary of Bwa Kayiman, a prayer to the ancestors led by Dutty Boukman and Cécile Fatiman that ignited the Haitian revolution. Referring to this ceremony, it will not be surprising to hear — like after the 2010 earthquake — that Haiti has made a pact with the devil, speaking blasphemy and continuing to disavow the Haitian revolution as has been done since its inception. Those impacted by the earthquakes today are the descendants of formerly enslaved people who broke the chains of chattel slavery and immediately were excluded in 1804 from the formation of the postcolonial state.

For their role as founders of abolition and Black liberation, the majority of Haiti's people have been punished for their audacity to claim *tout moun se moun*, that everyone is a human. For six decades, the neighboring United States — beholden to Southern slaveholders, including eight presidents — made sure to extinguish any notion that Black Lives Matter. In 1862, as abolition on its own territory was nearing, the United States finally recognized Haiti.



In Aux Cayes, destruction wrought by the Aug. 14, 2021 earthquake. Photo: P Star/Twitter

Toward an Abolition Praxis

Today's descendants of abolitionists are disproportionately vulnerable to death, whether as collateral damage in armed struggles over resources in Port-au-Prince's popular neighborhoods or due to the lack of access to basic needs in the countryside, which also drives people to migrate to the cities. The names of those who leave us physically are never said, never remembered, or even acknowledged when living. Like those who have been killed by systematic state violence in the United States like George Floyd, Sandra Bland, Trayvon Martin, and so many others, these are the victims of state violence manifest as exploitation and neglect. They must be recognized and not forgotten.

Since Jul. 7, following the assassination of President Jovenel Moïse, international coverage of the situation in Haiti outside of Port-au-Prince has been very limited. The countryside and specifically the Southern Peninsula had never recovered from Hurricane Matthew or the long-standing history of neglect of the postcolonial state. As of July, 4.4 million people were food insecure — about 46% of the population.

At this moment, aid is absolutely necessary. Well-intentioned aid must address current conditions shaped by long-standing histories of marginalization. Compromise and collaboration are a possible route to build a different future that honors abolitionist ancestors who dreamed of a free, liberated Haiti, a beacon for unfree people everywhere.

This dream has been deferred because of global racial capitalism's ceaseless extraction. Making the dream a reality requires seeing the ties that already bind us together in solidarity: the racialized state violence that kills Black people in rural and urban America with or without the badge and gun has the same source as in Haiti. Working to defend Black lives in the United States necessitates supporting Black lives in Haiti, and vice versa. As Charlene Carruthers and other leaders in the United States have long articulated, Black liberation requires international action.

Hopefully — like 230 years ago — Aug. 14 will crumble this old world order, what Haitian feminist Sabine Lamour called the "1915

suite à la page(19)

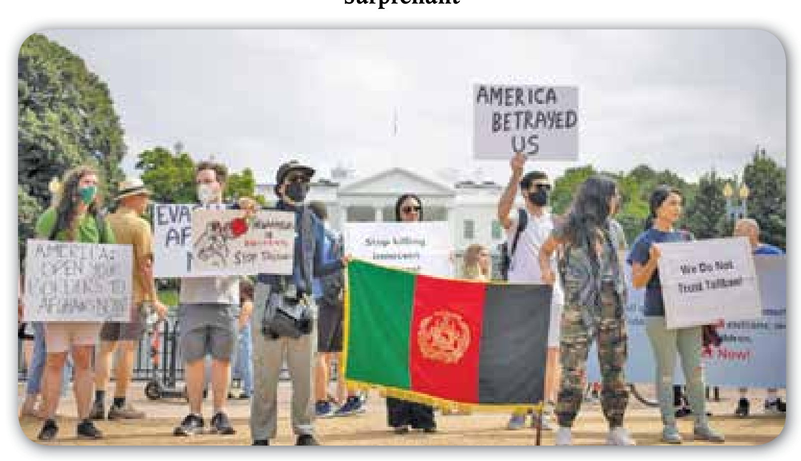


Haitian firefighters digging out people from the rubble in Aux Cayes on Aug. 15. Photo: Joseph Odelyn AP

DÉBÂCLE EN A


Une défaite par KO que les talibans ont infligée aux États-Unis. Des combattants talibans paradent devant un véhicule blindé de l'armée afghane à Jalalabad afp.com


Le résultat désastreux de l'opération Enduring Freedom n'a rien de surprenant



« Biden, tu nous as trahis » Manifestation d'Afghans américains à Washington devant la Maison Blanche




Le vingtième anniversaire de la « guerre contre la terreur » s'est donc soldé par une défaite prévisible et annoncée pour les États-Unis, l'OTAN et ceux qui ont pris le train en marche.

Par Tariq Ali*

Le retrait précipité et spectaculaire d'Afghanistan ne doit pas éclipser le bilan nécessaire de l'occupation. En vingt ans, de trop nombreuses victimes, une explosion du trafic de drogue et de la prostitution, une misère endémique... Tariq Ali est là pour nous rappeler le résultat désastreux de l'opération Enduring Freedom dont l'issue n'a rien de surprenant quand on se rappelle les fuites des Afghanistan Papers. (IGA)

La chute de Kaboul aux mains des talibans le 15 août 2021 constitue une défaite politique et idéologique majeure pour l'empire américain. Les hélicoptères bondés qui transportaient le personnel de l'ambassade américaine à l'aéroport de Kaboul rappelaient étonnamment les scènes qui se sont déroulées à Saigon – aujourd'hui Hô Chi Minh City – en avril 1975. La rapidité avec laquelle les forces talibanes ont pris d'assaut le pays a été étonnante ; leur perspicacité stratégique remarquable. Une offensive d'une semaine s'est terminée triomphalement à Kaboul.

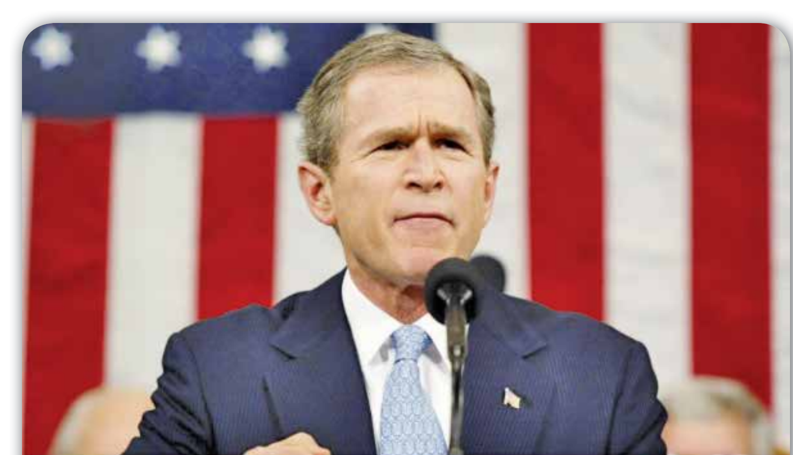
L'armée afghane, forte de 300 000 hommes, s'est effondrée. Beaucoup ont refusé de se battre. En fait, des milliers d'entre eux sont passés du côté des talibans qui ont immédiatement exigé la reddition inconditionnelle du gouvernement fantoche. Le président Ashraf Ghani, coqueluche des médias américains, a fui le pays et s'est réfugié à Oman. Le drapeau de l'émirat renaissant flotte désormais au sommet de son palais présidentiel. À certains égards, l'analogie la plus proche n'est pas Saigon, mais plutôt le Soudan du XIXe siècle, lorsque les forces du Mahdi ont envahi Khartoum et ont terrassé le général Gordon. William Morris célébra la victoire du Mahdi comme un revers pour l'Empire britannique. Pourtant, là où les insurgés soudanais tuèrent une garnison entière, Kaboul a changé de mains sans trop d'effusion de sang. Les talibans n'ont même pas tenté de s'emparer de l'ambassade des États-Unis, et encore moins de cibler le personnel américain.

Le vingtième anniversaire de la « guerre contre la terreur » s'est donc soldé par une défaite prévisible et annoncée pour les États-Unis, l'OTAN et ceux qui ont pris le train en marche. Quelle que soit la façon dont on considère la politique des Talibans – j'en suis un critique sévère depuis de nombreuses années – on ne peut nier leur réussite. Durant cette période où les États-Unis ont détruit un pays arabe après l'autre, aucune résistance capable de tenir tête à l'occupant n'a jamais émergé. Cette défaite pourrait bien être un tournant. C'est pourquoi les politiciens européens pleurnichent. Ils ont soutenu les États-Unis sans condition en Afghanistan, et ils ont eux aussi subi une humiliation – surtout la Grande-Bretagne.

Mais Biden n'a pas eu le choix. Les États-Unis avaient annoncé qu'ils se retireraient d'Afghanistan en septembre 2021 sans avoir atteint aucun de leurs objectifs « libérateurs » : liberté et démocratie, égalité des droits pour les femmes et destruction des Talibans. Même si l'on considère que les États-Unis sont invaincus militairement, les larmes versées par les libéraux aigris confirment l'étendue des dégâts. La plupart d'entre eux – Frederick Kagan dans le New York Times ou Gideon Rachman dans le Financial Times – pensent que le retrait aurait dû être retardé pour tenir les talibans à distance. Toutefois, Biden n'a fait que ratifier le processus de paix initié par Trump, avec le soutien du Pentagone. Ce processus a conduit à la conclusion d'un accord en février 2020 en présence des États-Unis, des Talibans, de l'Inde, de la Chine et du Pakistan. L'establishment de la sécurité aux États-Unis savait que l'invasion avait échoué : les talibans ne pouvaient pas être soumis, quel que soit le temps qu'il restait. L'idée que le retrait précipité de Biden a en quelque sorte renforcé les milices d'en face est absurde.

Le fait est qu'en vingt ans, les États-Unis n'ont pas réussi à construire quoi que ce soit qui puisse racheter leur mission. La Zone verte, éclairée de mille feux, a toujours été entourée d'une obscurité profonde que les Zonards ne pouvaient pas comprendre. Dans l'un des pays les plus pauvres du monde, des milliards étaient dépensés chaque année pour climatiser les casernes qui abritent les soldats et les officiers américains, tandis que la nourriture et les vêtements étaient régulièrement acheminés par avion depuis des bases situées au Qatar, en Arabie saoudite et au Koweït. Pas surprenant qu'un immense bidonville se soit développé à la périphérie de Kaboul. Les pauvres s'y rassemblaient pour chercher de la nourriture dans les poubelles. Les faibles salaires versés aux services de sécurité afghans n'ont pas réussi à les convaincre de se battre contre leurs compatriotes. L'armée constituée au cours de deux décennies a été infiltrée très tôt par des partisans des talibans. Des partisans qui ont donc été formés gratuitement à l'utilisation d'équipements militaires modernes et qui ont servi d'espions pour la résistance afghane.

Telle était la misérable réalité de l' »intervention humanitaire ». Mais il faut rendre à César ce qui lui appartient : le pays a connu durant cette période une augmentation considérable de ses exportations. Durant les années où les talibans étaient au pouvoir, la production d'opium était strictement contrôlée. Depuis l'invasion américaine, elle a augmenté de façon spectaculaire et représente aujourd'hui 90 % du marché mondial de l'héroïne – ce qui amène à se demander si ce conflit prolongé ne doit pas être considéré, en partie du moins, comme une nouvelle guerre de l'opium. Des billions de dollars de profits ont été engrangés et partagés entre les secteurs afghans qui ont servi l'occupation. Les officiers occidentaux ont été grassement payés pour permettre ce commerce. Un jeune Afghan sur dix est désormais opiomane. Les chiffres concernant les forces de l'OTAN ne sont pas disponibles.








Bush, Obama, Trump, Biden, ils sont tous responsables de la débâcle en Afghanistan

En ce qui concerne le statut des femmes, rien n'a vraiment changé. Il y a eu peu de progrès sociaux en dehors de la zone verte infestée d'ONG. L'une des principales féministes d'Afghanistan en exil a souligné que les femmes afghanes avaient trois ennemis : l'occupation occidentale, les talibans et l'Alliance du Nord. Avec le départ des États-Unis, dit-elle, il leur en restera deux. (À l'heure où nous écrivons ces lignes, on peut peut-être dire qu'il n'y en a plus qu'un, car les avancées des talibans dans le nord ont eu raison de factions clés de l'Alliance avant la prise de Kaboul). Malgré les demandes répétées des journalistes et des militants, aucun chiffre fiable n'a été publié sur l'industrie du sexe qui s'est développée pour servir les armées d'occupation. Il n'existe pas non plus de statistiques crédibles sur les viols, bien que les soldats américains ont fréquemment eu recours à la violence sexuelle contre les « présumés terroristes », ont violé des civils afghans et ont autorisé les milices alliées à abuser des enfants. Pendant la guerre civile yougoslave, la prostitution a considérablement augmenté et la région est devenue le centre d'un trafic sexuel. L'implication des Nations unies dans ce commerce lucratif a été bien documentée. En Afghanistan, tous les détails n'ont pas encore été révélés.

Plus de 775 000 soldats américains ont combattu en Afghanistan depuis 2001. 2 448 d'entre eux ont été tués, tout comme près de 4 000 contractants américains. Environ 20 589 ont été blessés au combat, selon le ministère de la Défense. Le nombre de victimes afghanes est difficile à calculer, car les « morts de l'ennemi », qui incluent des civils, ne sont pas comptabilisées. Carl Conetta, du Project on Defense Alternatives, a estimé qu'entre 4 200 et 4 500 civils avaient été tués à la mi-janvier 2002 à la suite de l'offensive américain. Il s'agissait soit de victimes directes de la campagne de bombardements aériens, soit de victimes indirectes dans le contexte de la crise humanitaire qui a suivi. En 2021, l'Associated Press rapportait que 47 245 civils avaient péri à cause de l'occupation. Les militants afghans des droits civils ont donné un total plus élevé, insistant sur le fait que 100 000 Afghans (dont beaucoup de non-combattants) étaient morts, et que trois fois plus avaient été blessés.

En 2019, le Washington Post a publié un rapport interne de 2 000 pages que le gouvernement fédéral US avait commandé pour disséquer les échecs de sa guerre la plus longue: » The Afghanistan Papers « . Il était basé sur une série d'entretiens avec des généraux américains (retraités et en activité), des conseillers politiques, des diplomates, des travailleurs humanitaires, etc. La combinaison de leurs évaluations était accablante. Le général Douglas Lute, le « tsar de la guerre en Afghanistan » sous Bush et Obama, a avoué que « nous étions dépourvus d'une compréhension fondamentale de l'Afghanistan – nous ne savions pas ce que nous faisions… Nous n'avions pas la moindre idée de ce que nous entreprenions… Si seulement le peuple américain connaissait l'ampleur de ce dysfonctionnement ». Un autre témoin, Jeffrey Eggers, Navy Seal à la retraite et membre du personnel de la Maison-Blanche sous Bush et Obama, a souligné le vaste gaspillage de ressources : « Qu'avons-nous obtenu pour cet effort de 1 000 milliards de dollars ? Cela valait-il 1 000 milliards de dollars ? … Après l'assassinat d'Oussama ben Laden, j'ai dit qu'Oussama riait probablement dans sa tombe aquatique en pensant à tout ce que nous avions dépensé pour l'Afghanistan ». Il aurait pu ajouter : « Et nous avons quand même perdu ».

Qui était l'ennemi ? Les talibans, le Pakistan, tous les Afghans ? Un soldat américain en service depuis longue date était convaincu qu'au moins un tiers des policiers afghans étaient toxicomanes et qu'une autre partie non négligeable était des partisans des talibans. Cela posait un problème majeur aux soldats américains, comme en témoignait en 2017 un haut gradé anonyme des forces spéciales : 'Ils pensaient que j'allais venir les voir avec une carte pour leur montrer où vivent les bons et les méchants… Il a fallu plusieurs conversations pour qu'ils comprennent que je n'avais pas cette information entre les mains. Au début, ils ne faisaient que demander : « Mais qui sont les méchants, où sont-ils ? »'.

Donald Rumsfeld a exprimé le même sentiment en 2003. glal écrivait-il. *« Je lis tous les renseignements provenant de la communauté, et il semble que nous en sachions beaucoup, mais en fait, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que nous n'avons rien d'exploitable. Nous sommes terriblement déficients en matière de renseignements humains* ». L'incapacité à faire la distinction entre un ami et un ennemi pose un sérieux problème – non seulement sur le plan Schmittéen[1], mais aussi sur le plan pratique. Si vous ne pouvez pas faire la différence entre vos alliés et vos adversaires après un attentat à la bombe artisanale dans un marché bondé du centre-ville, vous réagissez en vous attaquant à tout le monde et vous vous créez ainsi davantage d'ennemis.

Le colonel Christopher Kolenda, conseiller de trois généraux en exercice, a souligné un autre problème de la mission américaine. La corruption était omniprésente dès le début, dit-il ; le gouvernement Karzai s'était « auto-organisé en une kleptocratie ». Cela a sapé la stratégie de l'après 2002, qui consistait à construire un État capable de survivre à l'occupation. « La petite corruption, c'est comme un cancer de la peau, il y a des moyens de s'en débarrasser et vous vous en sortirez probablement très bien. La corruption au sein des ministères, à un niveau plus élevé, est comme un cancer du côlon ; c'est pire, mais si vous l'attrapez à temps, vous vous en sortirez probablement. La kleptocratie, en revanche, c'est comme un cancer du cerveau ; c'est fatal ». Bien sûr, l'État pakistanais – où la kleptocratie est ancrée à tous les niveaux – survit depuis des décennies. Mais les choses n'étaient pas si faciles en Afghanistan. Les efforts pour construire la nation étaient menés par une armée d'occupation et le gouvernement central n'y bénéficiait que d'un faible soutien populaire.

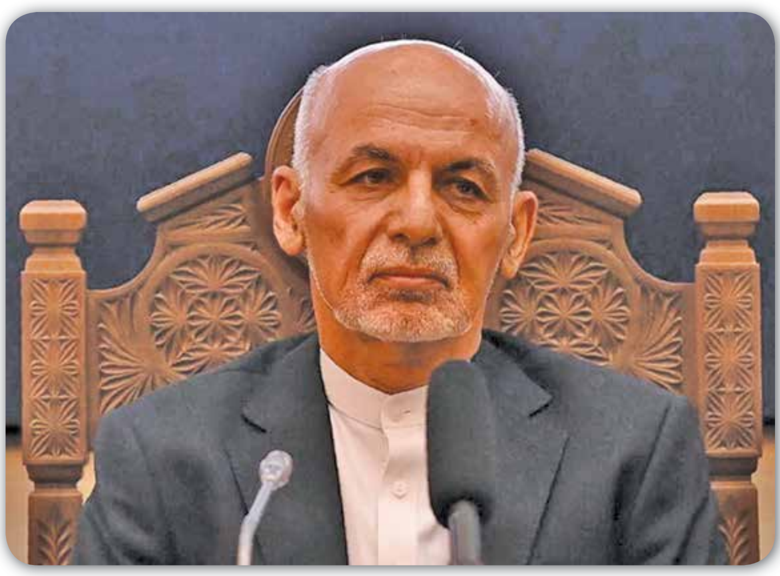
Qu'en est-il des fausses informations selon lesquelles les talibans étaient mis en déroute et ne reviendraient jamais ? Un haut responsable du Conseil national de sécurité a réfléchi aux mensonges diffusés par ses collègues : « *C'était leurs explications. Par exemple, les attaques [des talibans] s'aggravent ? « C'est parce qu'il y a plus de cibles sur lesquelles ils peuvent tirer, donc la multiplication des attaques est un faux indicateur d'instabilité.* » Puis, trois mois plus tard, les attaques s'aggravent toujours ? « *C'est parce que les talibans sont de plus en plus désespérés, donc c'est en fait un indicateur que nous sommes en train de gagner* »… Et cela n'a pas cessé pour deux raisons: pour que toutes les personnes impliquées ne perdent pas la face, et pour faire croire que les troupes et les ressources avaient des effets bénéfiques tandis qu'un retrait entraînerait la détérioration du pays. »

Tout cela était un secret de polichinelle dans les chancelleries et les ministères de la Défense des États européens membres de l'OTAN. En octobre 2014, le secrétaire britannique à la Défense Michael Fallon a admis que » des erreurs ont été commises sur le plan militaire, des erreurs ont été commises par les politiciens de l'époque et cela remonte à 10, 13 ans… Nous n'allons pas renvoyer des troupes de combat en Afghanistan, en aucune circonstance. » Quatre ans plus tard, la Première ministre Theresa May a redéployé des troupes britanniques en Afghanistan, doublant le nombre de combattants « pour aider à faire face à la situation sécuritaire fragile ». Aujourd'hui, les médias britanniques se font l'écho du Foreign Office et reprochent à Biden d'avoir fait le mauvais choix au mauvais moment. Le chef des forces armées britanniques, Sir Nick Carter, a même suggéré qu'une nouvelle invasion pourrait être nécessaire. Les députés conservateurs, les nostalgiques de la colonisation, les journalistes de service et les lèche-bottes de Blair font la queue pour demander une présence britannique permanente dans cet État déchiré par la guerre.

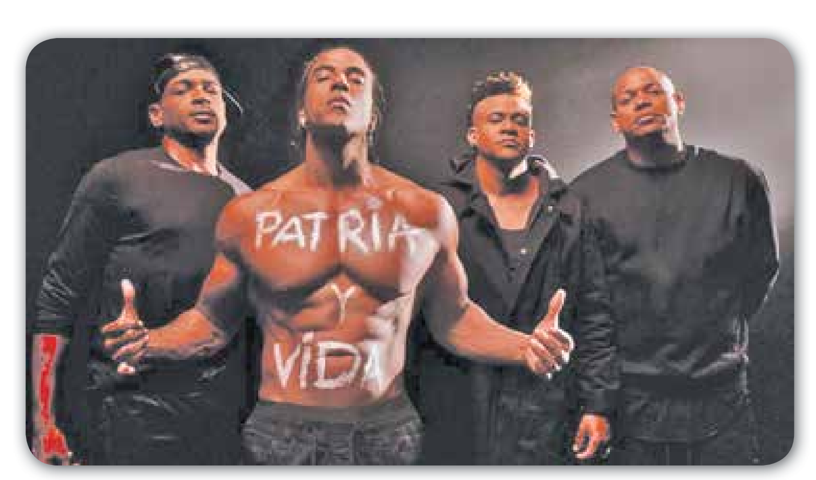
Ce qui est étonnant, c'est que ni le général Carter ni ses relais ne semblent avoir reconnu l'ampleur de la crise à laquelle est confrontée la machine de guerre américaine, telle qu'elle est pourtant exposée dans « The Afghanistan Papers ». Alors que les planificateurs militaires américains se sont lentement éveillés à la réalité, leurs homologues britanniques s'accrochent toujours à une image fantasmée de l'Afghanistan. Certains affirment que le retrait mettra la sécurité de l'Europe en danger, car Al-Qaïda se regroupera sous le nouvel Émirat islamique. Mais ces prévisions sont fallacieuses. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont passé des années à armer et à aider Al-Qaïda en Syrie, comme ils l'ont fait en Bosnie et en Libye. De tels propos alarmistes ne peuvent fonctionner que dans un marais d'ignorance. L'opinion britannique en tout cas ne semble pas tomber dans le panneau. L'histoire impose parfois des vérités urgentes à un pays par une démonstration éclatante des faits ou une mise à nu des élites. Le retrait actuel est susceptible d'être l'un de ces moments. Les Britanniques, déjà hostiles à la guerre contre le terrorisme, pourraient durcir leur opposition aux futures conquêtes militaires.

Que nous réserve l'avenir ?

suite à la page(16)


Le président Ashraf Ghani a fui l'Afghanistan dimanche, laissant de fait le pouvoir aux talibans qui ont atteint Kaboul, symbole de leur victoire militaire totale en tout juste dix jours

La contre-révolution culturelle à Cuba



Le gouvernement américain a dépensé des millions de dollars pour former des rappeurs, des musiciens de rock, des artistes et des journalistes cubains hostiles au gouvernement, dans le but explicite d'armer la 'jeunesse désocialisée et marginalisée'

Par Max BLUMENTHAL

1ère partie

Se présentant comme un collectif d'artistes de base luttant pour la liberté d'expression, le mouvement San Isidro est devenu une arme clé dans l'assaut du gouvernement américain contre la révolution cubaine. *« Mon peuple a besoin de l'Europe, mon peuple a besoin de l'Europe pour désigner l'agresseur »*, a proclamé Yotuel, un rappeur cubain basé en Espagne, lors d'un événement au Parlement européen organisé par des législateurs de droite, avant de passer le micro au chef du coup d'État vénézuélien Juan Guaidó. Quelques jours plus tard, Yotuel a tenu une conférence téléphonique avec des représentants du département d'État des Etats-Unis pour discuter de 'Patria y Vida', l'hymne rap anticommuniste dont il est l'auteur.

Alors que la poussière retombe après une journée de manifestations dans les villes cubaines, le Wall Street Journal a qualifié 'Patria y Vida' de 'cri de ralliement commun' des opposants au gouvernement cubain, tandis que le magazine Rolling Stone l'a présenté comme 'l'hymne des protestations de Cuba'.

Outre Yotuel, deux rappeurs qui ont collaboré à la chanson font partie d'un ensemble d'artistes, de musiciens et d'écrivains appelés le Mouvement San Isidro. Ce collectif a été crédité par les médias américains d'avoir 'servi de catalyseur à l'agitation actuelle'.

Les principaux membres du mouvement de San Isidro ont reçu des fonds de la part d'organisations de changement de régime comme la National Endowment for Democracy et l'USAID (Agence américaine pour le développement international)

Au cours des trois dernières années, alors que les conditions économiques se sont détériorées sous l'effet de l'escalade de la guerre économique américaine, tandis que l'accès à Internet s'est développé grâce aux efforts de l'administration Obama pour normaliser les relations avec Cuba, le Mouvement San Isidro a appelé à un conflit ouvert avec l'État.

Avec des spectacles provocateurs, qui ont vu ses figures les plus éminentes défiler dans la vieille ville de La Havane en brandissant des drapeaux américains, et avec des manifestations flagrantes de mépris pour les symboles nationaux cubains, San Isidro s'est mis à dos les autorités, déclenchant de fréquentes arrestations de ses membres, ainsi que des campagnes internationales pour les libérer.

En s'installant dans un quartier majoritairement afro-cubain de la Vieille Havane et en utilisant des supports tels que le hip-hop, San Isidro a également manœuvré pour bouleverser l'image racialement progressiste que le gouvernement de gauche cubain s'est forgée grâce à sa campagne militaire historique contre l'Afrique du Sud de l'apartheid et à l'asile qu'il a offert aux dissidents noirs américains. Le mouvement de San Isidro semble ici suivre un plan élaboré par le lobby américain du changement de régime.

Au cours de la dernière décennie, le gouvernement américain a dépensé des millions de dollars pour former des rappeurs, des musiciens de rock, des artistes et des journalistes cubains hostiles au gouvernement, dans le but explicite d'armer la 'jeunesse désocialisée et marginalisée'. La stratégie mise en œuvre par les États-Unis à Cuba est une version grandeur nature des fantasmes qu'entretenaient les démocrates anti-Trump lorsqu'ils s'inquiétaient de voir la Russie parrainer secrètement Black Lives Matter et Antifa pour semer le chaos dans la société nord-américaine.

Comme le révèle cette enquête, les principaux membres du mouvement de San Isidro ont reçu des fonds de la part d'organisations de changement de régime comme la National Endowment for Democracy et l'USAID (Agence américaine pour le développement international), tout en rencontrant des fonctionnaires du département d'État, des membres de l'ambassade américaine à La Havane, des parlementaires européens de droite et des chefs de coup d'État latino-américains, du Vénézuélien Guaidó au secrétaire général de l'OEA Luis Almagro.

San Isidro a également reçu le soutien d'un réseau de groupes de réflexion fondamentalistes du marché libéral qui ne cachent pas leur intention de transformer Cuba en une colonie pour multinationales. Quelques jours après les manifestations qui ont éclaté à Cuba, les dirigeants de San Isidro ont accepté un prix de la Victims of Communism Memorial Foundation [Fondation pour la mémoire des victimes du communisme], un groupe de réflexion républicain de droite de Washington qui recense les soldats allemands nazis parmi les victimes historiques du communisme.

Derrière leur image d'intellectuels cosmopolites, de rappeurs renégats et d'artistes d'avant-garde, les membres de San Isidro ont ouvertement adhéré à la politique extrémiste du lobby cubain de Miami. En effet, ses membres les plus éminents ont exprimé un soutien appuyé à Donald Trump, approuvé les sanctions américaines, et réclamé l'invasion militaire de Cuba.

Le collectif culturel a néanmoins fait des percées dans les cercles progressistes de l'intelligentsia nord-américaine, travaillant à affaiblir les liens traditionnels de solidarité entre la révolution cubaine et la gauche américaine. Comme nous le verrons, l'essor du mouvement de San Isidro est le dernier chapitre en date du nouveau manuel de l'impérialisme intersectionnel.

Un 'collectif des oubliés' : La participation afro-cubaine aux manifestations captive les médias américains.

Les scènes d'une voiture de police renversée dans le quartier du 10 octobre à La Havane, de foules lançant des cocktails molotov sur des policiers et du pillage de centres commerciaux le 11 juillet dernier ont mis en lumière le ressentiment d'une classe de citoyens passés entre les mailles du filet de l'économie spéciale cubaine en difficulté.

Après des années de privations économiques croissantes, les Cubains ont connu des pannes d'électricité et des rationnements alimentaires provoqués par l'intensification, par l'ancien président Donald Trump, du blocus économique américain imposé à Cuba depuis 60 ans. Un effondrement soudain du tourisme dû à la pandémie de Covid-19, ainsi que l'élimination par le gouvernement du système de double monnaie de Cuba [monnaie convertible et monnaie nationale - NdR], ont exacerbé le chaos économique.

Cristina Escobar, journaliste basée à La Havane et l'une des personnalités les plus suivies sur la chaîne de télévision publique cubaine, a décrit à The Grayzone le mouvement de protestation comme le sous-produit d'une marginalisation durable.

'Dans les zones urbaines comme La Havane, on rencontre un groupe de personnes qui présentent les caractéristiques suivantes', explique Escobar. 'Ils sont généralement originaires de zones rurales pauvres et ont déménagé en ville à la recherche de meilleures opportunités ; ils ne sont généralement pas blancs, compte tenu de toutes les inégalités qui existent, et vivent en marge de la société, en bénéficiant de toutes les aides publiques possibles. Ils travaillent souvent dans l'économie informelle, ils se sentent insatisfaits et ne participent pas aux activités patriotiques, car ils sont victimes de cette période particulière de pauvreté.'

Bien que le réseau de sécurité sociale de Cuba ait empêché cette population de glisser dans la misère bien connue des bidonvilles des États gérés par le FMI, comme Haïti ou le Honduras, Mme Escobar affirme qu"il s'agit d'un groupe de personnes oubliées, déstructurées, sans ancrage dans la société. Ils expriment les injustices qu'ils subissent et malheureusement, ils ne le font plus de manière pacifique.'

Les médias américains corporatistes se sont emparés des images des manifestants afro-cubains pour dépeindre les manifestations comme l'expression d'un mécontentement explicitement racial. Dans un article intitulé 'Les Afro-Cubains à l'avant-garde de l'agitation [à Cuba]', le Washington Post cite des ONG antigouvernementales et des militants associés au mouvement de San Isidro qui dénoncent Black Lives Matter pour sa déclaration de solidarité avec la révolution cubaine.

Le Washington Post n'a pas mentionné le rôle joué par le gouvernement américain dans le soutien de nombre de ces mêmes ONG et activistes dans le but d'armer la classe marginale cubaine. Au premier rang de la stratégie de Washington se trouvent deux façades traditionnelles de la CIA : l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et la National Endowment for Democracy (NED).

Tout au long de la guerre froide, l'USAID a travaillé aux côtés de la CIA pour liquider les mouvements socialistes dans le Sud. Plus récemment, elle a participé à la mise en œuvre d'un faux programme de vaccination de la CIA au Pakistan pour traquer Oussama Ben Laden, mais a fini par provoquer une épidémie massive de polio. En Amérique latine, l'USAID a financé et formé des figures de l'opposition de droite, dont le pseudo-président du Venezuela, Juan Guaidó, nommé par les États-Unis.

Pour sa part, la NED a été créée sous l'égide de l'ancien directeur de la CIA, William Casey, pour soutenir les militants de l'opposition et les médias partout où les États-Unis ont cherché à changer de régime.

'Une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui a été réalisée secrètement il y a 25 ans par la CIA', a déclaré le cofondateur de la NED, Allen Weinstein, au journaliste David Ignatius, qui a qualifié l'organisation de 'papa gâteau des opérations clandestines'.

Tout au long de leur histoire, l'USAID et la NED se sont efforcées d'exploiter les griefs des groupes ethniques minoritaires contre les gouvernements socialistes et non alignés. Leur soutien financier et logistique aux Ouïghours contre la Chine, aux Tatars contre la Russie et aux indigènes Miskito contre le Nicaragua en sont de nombreux exemples.

Ces dernières années, à Cuba, les spécialistes du changement de régime de Washington se sont concentrés sur les Afro-Cubains et les jeunes marginalisés, exploitant la culture pour transformer le ressentiment social en action contre-révolutionnaire.

Armement des 'jeunes désocialisés et marginalisés' contre le socialisme cubain

Un article publié en 2009 dans le Journal of Democracy, l'organe officiel de la National Endowment for Democracy (NED), présente un plan ambitieux visant à faire de la classe marginale cubaine de l'après-guerre froide une avant-garde antigouvernementale. "L'utilisation des principes de la démocratie et des droits de l'homme pour unir et mobiliser cette vaste majorité dépossédée face à un régime hautement répressif est la clé d'un changement pacifique", ont écrit Carl Gershman et Orlando Gutierrez.

Gershman et Gutierrez sont des personnalités influentes dans le monde des opérateurs de changement de régime manifeste. Directeur fondateur de la NED, Carl Gershman a présidé pendant quatre décennies aux efforts américains visant à déstabiliser des gouvernements, de Managua à Moscou. Gutierrez, quant à lui, est un partisan déclaré d'une invasion militaire américaine de Cuba et occupe le poste de secrétaire national de la Cuban Democratic Directorate financée par l'USAID et la NED.



'Patria y Vida' le slogan ou l'hymne rap anticommuniste

Gershman et Gutierrez conseillent une stratégie qui encourage la 'non-coopération' avec les institutions révolutionnaires cubaines parmi ceux qu'ils décrivent comme 'les jeunes 'désocialisés' et marginaux - les décrocheurs, les jeunes sans emploi qui représentent près des trois quarts des chômeurs cubains, et ceux qui sont attirés par la drogue, le crime et la prostitution'.

Les deux spécialistes du changement de régime ont désigné la musique et les médias en ligne comme des vecteurs idéaux pour exploiter les frustrations de la jeunesse cubaine : 'L'aliénation des jeunes gagne le courant dominant et s'exprime dans les paroles rageuses des musiciens de rock, dans les descriptions par les blogueurs des frustrations et du pittoresque de la vie quotidienne, dans l'évitement fréquent des travaux agricoles, du service volontaire et des réunions des comités de quartier, et dans un désengagement général de la politique, fruit d'un demi-siècle de participation forcée et de propagande politique

suite à la page(16)



Cartel Urbano est parrainé par le gouvernement américain pour former et promouvoir les artistes hip-hop cubains.

La mémoire au service des luttes: Francis Jeanson

Par FUIQP et Alain Saint-Victor

Il y a 12 ans, le premier août 2009, le philosophe et essayiste Francis Jeanson décédait.

Né à Bordeaux le 7 juillet 1922, il refuse, en 1943 à l'âge de 21 ans, de faire le « Service de Travail Obligatoire » (STO) institué par les nazis pendant l'Occupation. Rejoignant les Forces françaises situées en Afrique du Nord, il découvre la réalité de la colonisation, ce qui l'oriente, dès cette période, à développer un anticolonialisme radical.

Journaliste au journal progressiste *Alger Républicain* à la fin de la guerre, il publie une série d'enquêtes pour faire connaître tous les aspects du colonialisme.

Revenu en France, il entre aux éditions du Seuil (où il fonde la collection *Écrivains de toujours*) et collabore régulièrement avec Jean-Paul Sartre dans la revue que dirige celui-ci, les *Temps Modernes*.

En 1948, lors d'une tournée en Algérie, il prend la mesure du soulèvement qui s'annonce. Philosophe existentialiste, il considère que l'opprimé retrouve son humanité dans le processus même de la lutte pour l'émancipation.



De 1951 à 1956, il devient le directeur des *Temps Modernes* et publie de nombreux articles dénonçant la colonisation en général, celle de l'Algérie en particulier. Il collabore également pendant cette période à la revue *Esprit.*

En 1952, il publie une critique cinglante du roman de Camus, *L'homme révolté.* Pour Jeanson, Camus défendait la thèse selon laquelle toutes les révolutions débouchaient sur la négation des libertés et qu'en conséquence elles ne devaient pas être soutenues. Dans un entretien quelques décennies plus tard, Jeanson précise que "Le propos de *l'Homme révolté* était de substituer à toute idée, à toute recherche de type action révolutionnaire une conception de la révolte qui nous apparaissait abstraite, et hors de propos, n'embrayant pas sur la réalité".

En Algérie, les premières révélations sur la torture systématique, pratiquée par l'armée coloniale française, le pousse à l'action. Il crée alors un réseau (le réseau Jeanson) se donnant pour tâche de transporter des fonds pour les combattants algériens du FLN (Front de Libération Nationale), l'immigration algérienne en France contribuant également au financement.

C'est grâce à ces contributions que le FLN peut acheter ses premières armes et développer sa campagne de propagande. Le réseau appelé les « porteurs de valises » est démantelé en 1960, mais Jeanson réussit à s'enfuir à l'étranger. Il sera jugé par contumace et condamné à 10 ans de prison. Il faudra attendre 1966 pour qu'une amnistie lui permette de revenir en France.

Le procès de Jeanson joue un rôle essentiel dans la mobilisation anticoloniale au cours des dernières années de la colonisation. Il incite, en effet, de nombreuses personnalités, qui se sont tues jusque-là, à rompre le silence. Il en naîtra le *Manifeste des 121* signés par de nombreuses personnalités universitaires et artistiques. Ce manifeste se termine par les phrases suivantes :

« - Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien ;

- Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français ;

- La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres. »



Questionné sur les raisons de son engagement Jeanson dira simplement : «Ce qui se passait en Algérie au nom de la France était inadmissible. Il fallait être contre. La seule façon d'être contre, c'était d'être aux côtés de ceux qui se battent. »

Il est scandaleux qu'aucune place, rue ou avenue ne porte son nom en France alors que des milliers portent le nom d'assassins coloniaux comme Faidherbe ou Bugeaud.

Repose en paix frère et camarade.

Texte FUIQP et Alain Saint-Victor

Notre camarade Edgar Numa nous a quittés le 9 août 2021, à l'âge de 84 ans

Par Dominique Ferré

Il était né en Haïti, qu'il avait dû quitter à la fin des années 1950, âgé d'une vingtaine d'années. Il avait dû s'exiler pour échapper aux sinistres Tontons Macoutes, la milice fasciste de la dictature Duvalier. En France, Edgar obtient le statut de réfugié politique. Mais jamais au cours des 60 années qui suivirent, il ne voulut se défaire de sa nationalité haïtienne.

Etudiant à Bordeaux, il y rencontre Bernard avec qui il entretiendra une solide amitié de cinquante ans (comme plus tard, avec Elizabeth, la compagne de Bernard). Et c'est avec son copain Bernard qu'il fait, en 1965, un choix qui marquera le reste de sa vie : il rejoint les rangs de la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) et de l'Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IVe Internationale (OCI).

Même si son statut de réfugié lui interdisait toute activité publique, Edgar assurait pourtant des responsabilités. Quel militant du Quartier latin a oublié l'infatigable collecteur des cotisations, des années 1990 jusqu'au milieu des années 2010 ? Il est resté toute sa vie fidèle au drapeau rouge de la IVe Internationale. Lors de la crise de 2015, après mure réflexion et de nombreuses discussions, il décidera de rester fidèle à l'engagement qu'il avait choisi 50 ans auparavant, en rejoignant la TCI et le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID).

Il était un véritable internationaliste, ne manquant jamais de susciter des discussions dans sa cellule, sur les pages internationales de La Tribune des travailleurs. Bien entendu, le sort d'Haïti, martyrisé par la domination impérialiste, retenait toute son attention. C'est non sans fierté qu'il suivait le combat de nos camarades d'Haïti Liberté pour la souveraineté, contre l'oppression et l'exploitation.

Dans les années 1960, Edgar devient professeur de physique. Une matière à laquelle il vouait une véritable passion. Il enseignera à l'université de Montréal au Québec, puis en France. Au début des années 1970, il part enseigner à Constantine, en Algérie, un pays qui venait d'arracher son indépendance du joug colonial français. Pendant 10 ans à Constantine, il contribuera à transmettre ses connaissances aux étudiants algériens.

Revenu en France dans les années 1980, il obtient un poste à l'université Paris VII-Jussieu. A cause de sa maigre pension, il devra y enseigner bien au-delà de l'âge légal de départ en retraite. Edgar cherchait à faire partager son enthousiasme et sa passion pour la physique, non seulement à ses étudiants, mais aussi à ses camarades, jeunes ou moins jeunes.

En décembre 2019, il envoyait à ses camarades un texte de 15 pages consacré à la physique moderne, en précisant : « *Je vous envoie un texte que j'ai écrit à mes moments perdus pour me distraire. J'espère qu'il vous plaira.* » En conclusion de cette étude, il notait qu'avec la découverte des ondes gravitationnelles, je cite « *la théorie de la relativité générale était plus que jamais assises sur de bases solides. Nous ne pouvons pas dire au moment où nous écrivons ces lignes, si cette découverte aura des implications sur notre vie quotidienne. Mais quelle satisfaction intellectuelle ! Quel honneur pour l'esprit humain ! »*


Edgar Numa

Edgar était aussi passionné de musique, c'était un bon vivant, un homme modeste et fidèle en amitié.

Nous exprimons à sa famille en Haïti et à tous ses proches notre solidarité. Nous, ses camarades, saluons la mémoire d'Edgar, qui pendant plus de 55 ans de sa vie consciente fut un combattant du parti mondial de la révolution socialiste.

Ses camarades du Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) de France

Un dernier hommage lui sera rendu par ses camarades Mercredi 18 août 2021 À 13h40 précises Au crématorium de Montfermeil 44 rue du lavoir, à Montfermeil (93)

DÉCÈS

Haïti Liberté annonce le décès survenu le mardi 10 août 2021 du Vénérable Pierre Claviers Dwinel Bedard plus connu sous le nom de Shérif à la suite d'une crise cardiaque à l'hôpital Downstate de Brooklyn.

Mr. Bedard a fondé la Respectable Loge L'Alpha et L'Omega, Soleil #1 située au 1367 Flatbush ave entre la 26e rue et l'avenue Foster à Brooklyn.

Les funérailles de l'Honorable Pierre Claviers Dwinel Bedard seront annoncées ultérieurement !

Paix à son âme !

Pour Authentification
Pierre L. Florestal
Jean Lesly Vallon

Le magnicide de Jovenel Moïse



Le président Jovenel Moïse

Par Dr Alix Coicou

La nation haïtienne vient de perdre l´un des hommes les plus paradoxaux du panorama politique du pays: le président Jovenel Moïse a été assassiné, en sa résidence privée, par un commando le 7 juillet dernier. Sa mort issue des motifs obscurs et des circonstances peu nettes qui l´entourent a provoqué une immense vague d´indignation et de répulsion, tant de la part de ses nombreux détracteurs, que de ses sympathisants, et du peuple en général. Le sol d´Haïti a été souillé par des mercenaires étrangers, des Colombiens, à qui était confié l´objectif de liquider le président, mission qui a été pleinement accomplie. Les prétendus exécuteurs de cette sale besogne ont été vite appréhendés, et le pays ne se réveille toujours pas de ce crime affreux et ne cesse de s´interroger sur les auteurs intellectuels. Les funérailles officielles du président ont eu lieu et les investigations continuent. Si Haïti était complètement ignoré par la presse internationale depuis plus de deux ans, l´assassinat de Moïse et ses répercussions ont occupé les manchettes des principaux journaux au niveau mondial et font l´objet de multiples commentaires.

Je ne prétends en aucune manière élucider ou jeter un peu de lumière sur les multiples versions qui circulent autour de l´assassinat du président, ce serait une folie de ma part. Evidemment ça dépasse ma compétence, car je ne suis ni un politologue et encore moins le spécialiste d´un service d´intelligence, mais j´ose modestement exprimer mon opinion sur ce funeste évènement, parce que je n´arrive pas à rester indifférent à la mort prématurée et odieuse de cet homme, pour qui je n´éprouvais pas une grande sympathie, mais auquel, en dépit de tout, je n´aurais jamais souhaité un sort aussi brutal.

Élu en 2016 sous la bannière du PHTK, le parti de son prédécesseur à la présidence, Michel Martelly, impliqué dans la malversation des fonds Petro Caribe, prêt de 4 milliards de dollars octroyés par le gouvernement bolivarien à Haïti, Moïse était très impopulaire à son accession au pouvoir et le devint encore davantage durant les premières années de son mandat à cause de ses accointances avec la puissante classe économique formée par l´oligarchie bourgeoise. Les gens les plus avisés, quelques intellectuels de renom et perspicaces, affirment sans détours qu´il gouverna le pays comme un autocrate pendant plus d´un an moyennant des décrets-lois, en violation des principes constitutionnels et contribua à affaiblir les institutions avec la complicité flagrante et même l´assentiment de la communauté internationale. Son mandat présidentiel prit fin le 7 février passé, mais il resta accroché au pouvoir. Les nombreux et douteux meurtres commis durant sa présidence n´ont pas été investigués et son projet de référendum non prévu par la constitution haïtienne généra des suspicions et une grande méfiance à son endroit. La “Gangocratie”, un terme très à la mode ces jours-ci et qui se réfère à la prolifération de gangs, avec des intérêts antagoniques entre eux, qui divisent Port-au Prince, la capitale politique, économique et administrative du pays, la transformant en des zones d´influence à l´instar de la mafia, imposant leurs lois au moyen d´intimidations, d´enlèvements, de crimes divers etc… afin de fomenter l´angoisse, de créer et de maintenir la peur, fait partie de la vie courante des citoyens. On accuse Moïse de se servir d´eux pour terroriser la population.

Il n´est pas sans savoir que la campagne électorale de Jovenel a été financée par cette classe détentrice de toutes les richesses du pays depuis plus d´un siècle et que le chef d´État nageait dans la corruption, était pour le moins connaisseur des pratiques mafieuses de rigueur dans le pays et préférait faire la sourde oreille. Il est aussi l´un des suspects du détournement des fonds de Petro Caribe.

Si bien que les partenaires financiers de Moïse se situent dans l´oligarchie syro-libanaise et dans une frange de la bourgeoisie haïtienne, principaux défenseurs du statu quo obsolète et inique, [ce qui conduite à se demander]quelles sont les causes majeures de la “subite prise de conscience sociale¨ du mandataire qui provoqua son affrontement avec les nantis, de son “élan de patriotisme¨ pour emprunter une expression chère au Dr. Fils-Aimé?

Il n´existe pas un système ou des normes établies nous permettant de mesurer ou d´évaluer, numériquement parlant, l´évolution de la pensée d´un individu, parce que ce processus est subordonné à différentes variables, telles que l´intelligence, l´éducation, le milieu ambiant, les expériences vécues, les sentiments, etc…, ensemble de caractéristiques qui composent la personnalité. Ce qui veut dire que j´ignore quand, comment et où germa dans son esprit cette attitude revendicative et provocatrice, c`est-à-dire le point de départ de cette soudaine façon d´agir. Au point de prononcer des discours enflammés dénonçant de manière impétueuse les abus perpétuels, les irrégularités continues, les enrichissements illicites, produits de contrats juteux et fabuleux, de favoritismes, non respectés par quelques-uns des membres de cette oligarchie, avec laquelle Jovenel maintenait d´étroites relations et exécutait sans rouspéter les diktats.

Son comportement dans ses dernières apparitions publiques était de plus en plus incontrôlable et s´apparentait à celui d´un illuminé, d´un exalté, menaçant les puissantes familles qui gèrent depuis longtemps à leur guise l´économie du pays et sont jalouses de leurs différents privilèges. Comment pensait-il continuer à exercer son pouvoir et sortir indemne de cette situation, après avoir réalisé cette dangereuse pirouette ? Il était devenu la cible à abattre, son revirement entre autres causes, sans nul doute, lui coûta la vie. Mais il pensait que ce n´était pas chose possible, puisqu´il représentait une “arête dans leur gorge”, selon ses propres propos. Il n´est pas risqué de dire que par sa naïveté, son ingénuité, il avait perdu le contact avec la réalité, il vivait sa propre réalité. Les raisons de sa “subite prise de conscience” peuvent être diverses: depuis une prise de conscience réelle, authentique, ce dont je doute fort, en passant par un désir ardent de gagner une certaine popularité, par exemple, jouant au nationaliste, ou d´avoir essuyé une flétrissure émotionnelle consécutive à une mésentente ou un sérieux désaccord, à une déception ou à une humiliation quelconque de la part de ses bailleurs de fonds, ce qui alimenterait en lui un esprit de dégoût y compris de vengeance à leur égard. Bref, une prise de conscience purement circonstancielle dans les deux derniers cas. Ce sont évidemment des élucubrations, des hypothèses, puisque n´ayant pas vécu dans l´entourage du chef de l´État, je ne dispose honnêtement pas de données suffisantes et fiables afin de pouvoir me prononcer de façon péremptoire sur le sujet.

Pays d´avant-garde dans la lutte contre l´esclavage et en faveur des droits humains, Haïti est devenu incontestablement un pays défaillant. Les politiciens véreux de différentes couleurs idéologiques, au lendemain de l´assassinat du président, continuent à s´entredéchirer en réclamant le pouvoir, tandis que le peuple gémit sous le poids de la misère, de la manifeste indifférence et de la corruption endémique des dirigeants pour sa propre survie. À quand le réveil de mon pays?

Séville (Espagne), le 11 Août 2021

Le capitalisme tue : 176 fois plus de risques de mourir du covid-19 dans un pays capitaliste que dans un pays socialiste !



Par Jean Baptiste Clément

Après un an et demi de pandémie de covid-19, l'humanité est terriblement frappée avec près de 4 millions de décès du covid-19 officiellement recensés par l'Organisation Mondiale de la Santé, alors que 182 319 261 personnes ont été infectés également selon l'ONU. La létalité moyenne du covid-19 serait donc de 2.17%, soit 21 fois plus importante que celle de la grippe saisonnière habituelle et ce malgré les mesures prises dans la plupart des pays. Cela étant, si le covid-19 est bien la cause de cette mortalité importante, 12 fois celle du paludisme (409 000 décès en 2019 pour 229 000 cas), il apparait désormais de manière statistiquement incontestable que le capitalisme est un facteur effroyablement aggravant tandis que le socialisme protège.

Covid-19 : le capitalisme ce sont des millions de morts

Nous nous sommes penchés sur ce que nous disent les statistiques après plus d'un an et demi de pandémie de covid-19. En comparant les niveaux de protection ou de risque apportés par les pays selon qu'ils ont un système principalement capitaliste ou un système principalement socialiste ou d'inspiration socialiste. Une analyse menée sur la base des chiffres publiés par l'ultra capitaliste journal américain le Financial times.

D'un côté, les États-Unis, l'Union Européenne, mais aussi l'Inde et le Brésil et leurs 2 140 411 000 habitants. Que des pays du G20 totalisant une richesse de 42 349 milliards de dollars de PIB annuels pour leurs 2 140 411 000 habitants (soit un PIB par habitant de 17 569 $ en moyenne) et réunissant pays développés et en voie de développement :

USA : 21 430 milliards de dollars
UE : 16 210 milliards de dollars
Inde : 2 869 milliards de dollars
Brésil : 1 840 milliards de dollars

De l'autre, des pays socialistes comme Cuba et la Chine, le Vietnam ou d'inspiration socialiste comme le Nicaragua et le Venezuela, qui totalisent une population de 1 540 856 000 habitants. Bien moins riche avec un PIB annuel de 14 924 milliards de dollars (soit un PIB par habitant de 9 686 $ en moyenne, soit 1.8 fois moins) avec des économies développées ou en développement.

Chine : 14 340 milliards de dollars
Cuba 100 milliards de dollars
Vietnam 262 milliards de dollars
Venezuela 210 milliards de dollars
Nicaragua 12.5 milliards de dollars

En toute logique, avec moins de richesses ce sont les pays socialiste qui devraient avoir le plus de difficulté à faire face au covid-19. Eh bien c'est tout le contraire. Bien que disposant de 1.8 fois moins de richesses par habitant, les pays socialistes ont protégé 176 fois plus leurs habitants. S'il faut déplorer 184 morts pour 100 000 habitants du covid-19 au USA et même 248 au Brésil, soit de un peu moins à un peu plus de 2 décès pour 1000 habitants, à Cuba et en Chine ce sont respectivement 12 morts et 0.3 morts pour 100 000 habitants qui ont été déplorés durant la même période.

Quand en Inde il faut pleurer la mort de près d'un demi-million de personnes avec 402 005 décès officiellement enregistrés dans un pays à la population pourtant très jeune (plus de la moitié de la population a moins de 29 ans et à peine plus de 6% plus de 65 ans !) soit une mortalité de 30 décès du covid-19 pour 100 000 habitants, au Venezuela pourtant sous un affreux blocus américain appuyé par ses alliés de l'Union Européenne et du bloc occidental, il y a 3 fois moins de décès (11.1).

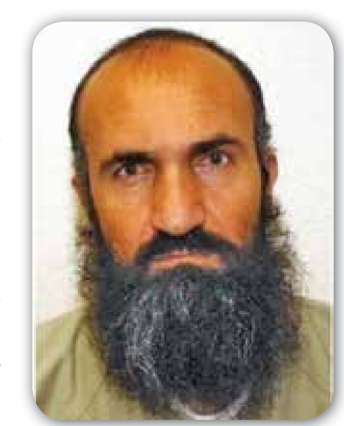
Un ancien de Guantánamo, maître de Kaboul

Khairullah Khairkhwa, ancien ministre de l'Intérieur Taliban en 1997-98, avait été arrêté par l'armée pakistanaise puis remis à la CIA. Il avait été emprisonné en 2002 sur la base illégale de la Navy à Cuba, Guantánamo. Durant 12 ans, il a été soumis aux tortures imaginées par le professeur Martin Seligman sur le modèle des expériences du docteur Albert D. Biderman après la guerre de Corée. Ces traitements n'avaient pas pour objectif de recueillir des informations, mais de formater le sujet, de lui inculquer des comportements1.

En 2014, Khairullah Khairkhwa a été libéré, ainsi que trois autres détenus, par le président Barack Obama en échange de la libération du sergent Bowe Bergdahl. Il s'est rapidement avéré que ce dernier avait été fait prisonnier par les Talibans lors d'une tentative de désertion. Il a donc été jugé par une cour martiale et emprisonné.

Le président afghan, Hamid Karzai, salua l'échange de prisonniers comme un geste de paix.

En début d'année 2021, Khairullah Khairkhwa fit partie de la délégation talibane lors des négociations de paix états-uno-sino-russe à Moscou. Il y fit une déclaration fracassante expliquant qu'il continuerait le jihad jusqu'à la victoire.


Khairullah Khairkhwa

Le 15 août 2021, après la fuite du président afghan, il faisait partie du groupe de Taliban qui s'est emparé de la présidence de la République islamique à Kaboul.

Notes

1..« Le secret de Guantánamo », par Thierry Meyssan, Odnako (Russie), Réseau Voltaire, 28 octobre 2009.

Réseau Voltaire 17 août 2021

Suite de la page (3)


Des personnes se tiennent sous la pluie de la dépression tropicale Grace dans un camp de réfugiés aux Cayes


Une maison inondée


Une famille avec des enfants sinistrés sous la tempête

gens pour les mettre dans des endroits sûrs, hors de danger de sorte qu'ils aient la paix d'esprit. Ils ont laissé la population confronter la pluie et le vent sans aucun recours, sans aucune forme de secours ! Grâce et miséricorde pour les masses populaires haïtiennes !


Des gens marchant sous la pluie de la dépression tropicale Grace

---

Le capitalisme, c'est le virus !

Le capitalisme c'est donc près de 180 fois plus de morts, et donc la responsabilité de millions de morts en raison d'un système économique qui met la vie de l'humanité systématiquement et intrinsèquement en dessous des profits de la classe capitaliste. Écrasant les systèmes de santé, oppressant sous l'austérité les hôpitaux publics, détruisant les capacités de production de médicaments et équipements de soins, et privatisant les vaccins !

Observons que la France, 6e économie mondiale, et jadis champion de la recherche pharmaceutique a été incapable de développer un vaccin. Alors que la Chine socialiste, et même Cuba socialiste pourtant sous embargo ont développé très rapidement plusieurs vaccins efficaces. Et Cuba expérimente et dispose également de traitements du covid-19 ! Par ailleurs en Chine comme à Cuba socialiste, le dépistage, la prévention et le soin ont toujours été au cœur de la réponse sanitaire. Tandis que le régime Macron ordonnait aux Français de rester chez eux et de se débrouiller seuls avec du doliprane, la Chine construisait en urgence à Wuhan des hôpitaux pour accueillir et soigner tous les dépistés positifs, Cuba lançait des campagnes d'informations au porte à porte pour expliquer ce qu'est la maladie et comment s'en prémunir.

Au-delà de ces chiffres, soulignons également que le capitalisme est le responsable de la pandémie. Car si dès l'épidémie identifiée la Chine a pris des mesures drastiques en confinant Wuhan et les 60 millions d'habitants du Hubei, États-Unis et Union Européenne ont tout fait pour laisser les frontières totalement ouvertes, sans développer aucun test de dépistage durant de très longues semaines, au nom de la libre circulation des capitaux et des marchandises. La mondialisation capitaliste avant la vie. C'est bien cela qui a provoqué l'émergence de foyer de covid-19 partout dans le monde.

En conclusion, il en est du covid-19 comme du reste, pour s'en sortir, il faut sortir du capitalisme.

Jean Baptiste CLEMENT
Initiative-communiste
LGS 28 Juillet 2021

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au voeu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action du demandeur le sieur Ernstso Decius en la forme maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi dix huit juin deux mille vingt et un contre la dame née Celène montal DECIUS contre son épouse née Celène Montal pour incompatibilité de caractères publiqueset et pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien .Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'épouse Ordonne à l'officier de l'état civil de Port au Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers ;Compense les dépens. Vu la qualité des parties Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement

Rendu de nous Ramoncite ACCIME, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port au Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi dix huit juin deux mille vingt et, un, en présence du substitut du commissaire gouvernement Me. Jean Rolex MEROVE faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Me. Jean Serge DUVERT, greffier du siège

Il est ordonné. ...etc .....

En foi de quoi.... etc ....

Me. Pierre Louis OPHENE, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée ,pour le motif déclare fondée la dite action .ADMET en conséquence le divorce du sieur Wisking DEILA d'avec son épouse née Jessica ERIL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse .PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ;ORDONNE à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port au Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet COMMET Jean Joseph Donald CADET pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

AINSI JUGE ET PRONONCE par nous Garry ORELIEN juge en audience civile ordinaire et publiques du mercredi vingt trois Juin deux mille vingt et un, en présence de Me Paul WESLEY substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège

Il est ordonné.... etc....

En foi de quoi... etc. ....

Me Jean Louis Joseph Elysée, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action de la demandesse , la dame née Kettelaine JACINTHE , en la forme ; maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi dix huit juin deux mille vingt et un contre le sieur Gordon BAZILE ;Admet en conséquence le divorce de la dame Kettelaine JACINTHE contre le sieur Gordon BAZILE , pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits; époux ordonne à l'officier de l'état civil de la de Port au Prince. Section Sud, de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers; Compenser les dépens vu la qualité des partie Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification de ce présent jugement

Ainsi jugé et prononcé par nous, Ramoncite ACCIME, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port au Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi dix huit juin deux mille vingt et un, en présence du Substitut du commissaire du gouvernement Me Jean Rolex MEROVE faisant office du Ministère public et avec l'assistance du Me Jean Serge DUVERT, Greffier du siège

Il est ordonné. ...etc...

En foi de quoi...... etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le motif déclare fondée la dite action .ADMET en conséquence le divorce du sieur FRITZ GERALD MONT-LOUIS d'avec son épouse née MARIE-ANGE HECTOR pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; ORDONNE à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port au Prince ,de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. COMMET CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

AINSI JUGE ET PRONONCE par nous Me NELSON CILIUS juge en audience civile ordinaire et publiques du jeudi dix sept juin deux mille vingt et un, en présence de Me FRANTZ LOUIS-JUSTE, Substitution du Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY ,greffier du siège

Il est ordonné. .....etc... En foi de quoi..... etc. ....

Me Jean Louis Joseph Élysée, Av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au voeu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action du demandeur

Henri-David MAGLOIRE en la forme maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi dix huit juin deux mille vingt et un contre la dame née Marie Gaëlle CAUVIN, admet en conséquence le divorce du sieur Henri-David MAGLOIRE contre épouse née Marie Gaëlle CAUVIN pour incompatibilité de caractères et pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien , Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'épouse; Ordonne à l'officier de l'état civil de Port au Prince, Section transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers; Compense les dépens vu la qualité des partie; Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement

Rendu de nous Ramoncite ACCIME ,juge au Tribunal de première instance du ressort de Port au Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi dix huit juin deux mille vingt et un e,n présence du Substitut du commissaire du gouvernement, Me Jean Rolex MEROVE faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Me Jean Serge DUVERT greffier du siège

Il est ordonné. ...etc.

En foi de quoi.... etc. ..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au voeu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action de la demanderesse, la dame née Germie ALCINDOR , en la forme ; maintient le défaut de comparaître octroyé à l'audience du vendredi dix huit juin deux mille vingt et un contre le sieur Asnel JOSEPH ; Admet en conséquence le divorce de la dite dame née Germie ALCINDOR contre le sieur Asnel JOSEPH. pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Port au Prince. Section Sud, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet compense les dépens vu la qualité des parties Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement

Rendu de nous Ramoncite ACCIME , juge au Tribunal de première instance du ressort de Port au Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi dix huit juin deux mille vingt et un, en présence du Substitut du commissaire du gouvernement Me Jean Rolex MEROVE faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Me Jean Serge DUVERT, greffier du siège

Il est ordonné.....etc ...

En foi de quoi. .....etc. ..

Suite de la page (12)

imposée', écrivent-ils.

L'année où l'influent article de Gershman et Gutierrez a été publié, Washington a mis en place une audacieuse opération secrète basée sur la stratégie qu'ils ont décrite.

Le rap, c'est la guerre' : L'USAID recrute secrètement des artistes de hip-hop cubains comme propagandistes du changement de régime.

En 2009, l'USAID a lancé un programme visant à susciter un mouvement de la jeunesse contre le gouvernement cubain, en développant et en promouvant des artistes hip-hop locaux. En raison de sa longue histoire en tant que couverture de la CIA, l'USAID a confié l'opération à Creative Associates International, une société basée à Washington DC ayant son propre bilan d'actions secrètes.

Creative Associates a trouvé son homme de pointe en la personne de Rajko Bozic, un vétéran du groupe Otpor ! soutenu par la CIA, qui a contribué à renverser le leader nationaliste Slobodan Milosevic, et dont les membres ont ensuite formé un 'groupe d'exportation de la révolution qui a semé les graines d'un certain nombre de révolutions de couleur'.

Se faisant passer pour un promoteur musical, Bozic a approché un groupe de rap cubain appelé Los Aldeanos, connu pour son hymne férocement anti-gouvernemental, 'Rap is War'. L'agent serbe n'a jamais dit à Los Aldeanos qu'il était un agent des services de renseignements américains, mais plutôt un professionnel du marketing, et a promis de faire du leader du groupe une star internationale.

Pour faire avancer son plan, Creative Associates a mis en place ZunZuneo, une plateforme de réseaux sociaux de type Twitter qui a envoyé des milliers de messages automatisés pour promouvoir Los Aldeanos auprès des jeunes Cubains, à l'insu du groupe de rap.

En l'espace d'un an, alors que Los Aldeanos intensifiait sa rhétorique, raillant la police cubaine comme des drones sans cervelle lors d'un festival local de musique indépendante, les services secrets cubains ont découvert des contrats liant Bozic à l'USAID et ont démantelé l'opération. La confusion s'est installée à Washington, le sénateur Patrick Leahy grommelant : 'L'USAID n'a jamais informé le Congrès de cette affaire et n'aurait jamais dû être associée à un projet aussi incompétent et imprudent.'

Danny Shaw, professeur associé d'études latino-américaines et caribéennes à la City University of New York, a rencontré Los Aldeanos lors de plusieurs visites prolongées à Cuba. Il a également fait la connaissance d'Omni Zona Franca, un collectif de poètes et d'artistes rastafariens basé dans le quartier d'Alamar à La Havane, qui a inspiré le mouvement de San Isidro.

Selon Shaw, l'hostilité des artistes envers le système socialiste cubain était si intense que nombre d'entre eux niaient l'existence du blocus américain. 'J'ai essayé de leur expliquer ma compréhension de la guerre économique, et ils m'ont dit : 'Vous pouvez aller et venir comme bon vous semble, vous ne vivez pas ici, donc c'est facile pour vous d'être marxiste'. Et ils avaient raison - si vous décontextualisez complètement la situation', a-t-il déclaré à The Grayzone.

Selon Shaw, certains membres de l'Omni Zona Franca ont commencé à se rendre aux États-Unis et en Europe pour assister à des festivals d'art et donner des interviews aux médias hispanophones. 'Lorsque les histoires sur l'USAID soutenant les rappeurs et les artistes cubains sont sorties, alors tout cela a pris un sens pour moi', se souvient-il.

En 2014, l'USAID a de nouveau été démasquée lorsqu'elle a fait appel à Creative Associates pour organiser une série d'ateliers bidon de prévention du VIH, qui étaient en fait des séminaires de recrutement politique.

Un document interne de Creative Associates divulgué aux médias en 2014 faisait référence aux faux ateliers sur le VIH comme étant 'l'excuse parfaite' pour enrôler les jeunes dans des activités de changement de régime sur l'île.

Le président Barack Obama a présenté son plan de normalisation des relations avec le gouvernement cubain au moment même où la dernière opération de l'USAID était révélée. Comme condition à la reconnaissance diplomatique, Obama a insisté pour que Cuba étende l'accès à Internet.

Le site d'investigation vénézuélien Misión Verdad a mis en garde à l'époque : 'Nous assistons à une mise à jour des mécanismes, des méthodes et des modes d'intervention. Toute l'harmonie qui règne en ce moment est totalement illusoire. Ce qui est déjà placé sous l'étiquette 'normalisation' dans l'environnement sociopolitique cubain fournit les conditions minimales de fonctionnement pour faciliter l'idée d'un 'printemps cubain', d'une révolution en éprouvette...'

L'expansion d'Internet ouvre la porte à l'infiltration américaine

Le réseau internet 3G est arrivé à Cuba en 2018, permettant aux jeunes Cubains d'accéder aux réseaux sociaux sur leurs téléphones. Maintenant, au lieu de filtrer une plate-forme de médias sociaux comme ZunZuneo, les services de renseignement américains se sont concentrés sur le développement d'une technologie tel que Psiphon pour que les Cubains puissent accéder à Facebook et YouTube malgré les coupures d'Internet.

La NED et l'USAID ont exploité cette ouverture pour mettre en place un puissant appareil médiatique antigouvernemental en ligne. Le nouveau lot de médias soutenus par les États-Unis, comme CubaNet, Cibercuba et ADNCuba, constituant une chambre d'écho de l'insurrectionnisme toxique, se moquant du président Miguel Diaz-Canel avec des mèmes insultants et demandant qu'il soit poursuivi pour des crimes graves, dont le génocide.

Le ministère néerlandais des Affaires étrangères a soutenu les efforts américains, en aidant à créer et à financer le blog anti-gouvernemental El Toque, par l'intermédiaire d'une ONG appelée RNW Media.

Ted Henken, universitaire américain et auteur de 'Cuba's Digital Revolution', a déclaré à Reuters que les dirigeants cubains 'ont fait une erreur de calcul en ne réalisant pas que [l'élargissement de l'accès à Internet] allait très rapidement, en deux ans et demi, leur exploser au visage'. 'Aucune [des protestations] n'aurait été possible sans le réseau 3G naissant qui a permis à des millions de Cubains d'accéder à Internet via des appareils mobiles depuis 2018', a déclaré le site en ligne Quartz.

Alors que l'accès des Cubains aux médias antigouvernementaux se développait, l'administration Trump a augmenté le budget de la NED de 22 % en 2018. Cette année-là, le budget de la NED pour Cuba a affecté près de 500 000 dollars au recrutement et à la formation de journalistes antigouvernementaux, ainsi qu'à la création de nouveaux médias.

Une autre subvention de la NED a budgété des fonds pour 'promouvoir l'inclusion des populations marginalisées dans la société cubaine et renforcer un réseau de partenaires sur l'île', ce qui implique le ciblage des Afro-Cubains.

La NED a mis l'accent sur l'infiltration de la scène hip-hop cubaine. En 2018, l'entité gouvernementale américaine a versé 80 000 dollars à la Cuban Soul Foundation pour 'donner aux artistes indépendants les moyens de produire, de se produire et d'exposer leurs œuvres dans le cadre d'événements communautaires non censurés', et 70 000 dollars à une ONG basée en Colombie appelée Fundacion Cartel Urbano pour 'donner aux artistes hip-hop cubains les moyens d'être des leaders dans la société.'

Cartel Urbano publie un magazine en ligne clairement inspiré de Vice, le principal véhicule de l'impérialisme branché. En plus de tenir ses lecteurs informés des dernières sorties des artistes rap cubains anti-gouvernementaux, le magazine financé par le gouvernement américain consacre des sections entières de son site web à la consommation de drogues, à la culture trans et au mode de vie végane.

Pour répondre à la sensibilité des radicaux autoproclamés d'orientation universitaire, les rédacteurs du magazine utilisent régulièrement la lettre 'x' pour effacer les distinctions de genre, ce qui donne lieu à des passages comme ceux-ci : 'cuerpxs trans, marikonas, no binarixs, racializadxs, monstruosxs…'

La prolifération surprenante des médias d'opposition en ligne, la propagande antigouvernementale au vitriol et l'infiltration de la scène culturelle cubaine par les États-Unis qui ont accompagné l'expansion des services Internet du pays ont suscité une répression sans précédent de la part des dirigeants du pays.

'Les années où les relations avec les États-Unis se sont apaisées, nous avions tellement de tolérance à l'intérieur du pays', a commenté Cristina Escobar, la journaliste cubaine. 'C'est parce que le gouvernement ne se sentait pas assiégé. Mais ensuite, Trump a gagné. Et maintenant, les dirigeants ont l'impression qu'ils n'auraient jamais dû faire confiance à Obama.'

Quelques heures seulement après son entrée en fonction en avril 2018, le président Diaz Canel a proposé le décret 349. La nouvelle mesure exigerait que tous les artistes, musiciens et interprètes obtiennent une autorisation préalable du ministère de la Culture avant de rendre leur travail public.

Proposé en réponse directe au recrutement d'artistes rap et d'autres personnalités culturelles par les services de renseignement américains, le décret 349 interdit explicitement la diffusion de documents audiovisuels contenant 'un langage sexiste, vulgaire ou obscène.' Bien que la loi ne soit jamais appliquée officiellement, l'opposition cubaine considère cette disposition comme une attaque directe contre la sous-culture du reggaeton qui s'infiltre dans le paysage urbain du pays.

Presque du jour au lendemain, un collectif d'artistes et de musiciens s'est mobilisé pour protester contre le décret. Baptisé d'après le quartier difficile de San Isidro, dans la vieille Havane, où vivent plusieurs de ses membres, le nouveau mouvement s'adresse directement aux influenceurs culturels du Nord, se présentant comme un ensemble diversifié de créateurs visuels et de rappeurs indépendants qui ne demandent rien de plus que la liberté artistique.

Pour la première fois peut-être, l'opposition de droite cubaine disposait d'un moyen de faire des incursions dans les cercles progressistes à l'étranger.

A suivre

The GrayZone 25 Juillet 2021
LGS 1er Août 2021

Suite de la page (11)

Reproduisant le modèle développé pour l'Irak et la Syrie, les États-Unis ont annoncé la création d'une unité militaire spéciale permanente, composée de 2 500 hommes. Cette unité sera stationnée sur une base koweïtienne, prête à se rendre en Afghanistan pour bombarder, tuer et mutiler si cela s'avère nécessaire. Entre-temps, une délégation talibane de haut niveau s'est rendue en Chine en juillet dernier, s'engageant à ce que leur pays ne soit plus jamais utilisé comme rampe de lancement pour des attaques contre d'autres États. Des discussions cordiales ont eu lieu avec le ministre chinois des Affaires étrangères, portant apparemment sur les liens commerciaux et économiques. Le sommet a rappelé des rencontres similaires entre les moudjahidines afghans et les dirigeants occidentaux dans les années 1980 : les premiers apparaissaient avec leurs costumes wahhabites et leurs barbes taillées de façon réglementaire dans le décor spectaculaire de la Maison-Blanche ou du 10 Downing Street. Mais aujourd'hui, avec la perte de vitesse de l'OTAN, les principaux acteurs sont la Chine, la Russie, l'Iran et le Pakistan (qui a sans aucun doute fourni une assistance stratégique aux talibans, et pour qui il s'agit d'un énorme triomphe politico-militaire). Aucun d'entre eux ne souhaite une nouvelle guerre civile, contrairement aux États-Unis et à leurs alliés après le retrait soviétique. Les relations étroites que la Chine entretient avec Téhéran et Moscou pourraient lui permettre d'œuvrer à l'instauration d'une paix fragile pour les citoyens de ce pays traumatisé, avec une aide continue de la Russie dans le nord.

On a beaucoup insisté sur l'âge moyen en Afghanistan : 18 ans, pour une population de 40 millions d'habitants. En soi, cela ne signifie rien. Mais il y a un espoir que les jeunes Afghans s'efforcent d'avoir une vie meilleure après quarante ans de conflit. Pour les femmes afghanes, la lutte est loin d'être terminée, même s'il ne reste qu'un seul ennemi. En Grande-Bretagne et ailleurs, tous ceux qui veulent continuer à se battre doivent prêter attention aux réfugiés qui frapperont bientôt aux portes de l'OTAN. Au minimum, l'Occident leur doit bien un refuge…

Note:

[1] Proche du parti nazi avant d'en être écarté, le juriste Carl Schmitt considérait que la distinction entre l'ami et l'ennemi définissait la politique. Selon lui, la guerre était ainsi l'acte politique par excellence. (NDLR)

Ndlr.

***Tariq Ali**. Historien, écrivain et commentateur politique britannique, d'origine pakistanaise. Il est membre du comité de rédaction de la *New Left Review*, et contribue régulièrement à *The Guardian*, *CounterPunch* et à la *London Review of Books*.

Source: New Left Review 16 August 2021
Traduit de l'anglais par Investig'Action 17 Août 2021

Afghanistan : l'échec du double jeu américain



Chassés de Kaboul par les Américains en 2001, les Talibans sont entrés le 15 août 2021 au Palais présidentiel à Kaboul après la fuite du président Ghani



Le 28 juillet dernier à Tianjin (nord de la Chine), le numéro deux des talibans, le mollah Abdul Ghani Baradar, avait rencontré le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.• Crédits : LI RAN / XINHUA - AFP



Des Afghans sur le toit d'un avion stationné sur le tarmac de l'aéroport de Kaboul le lundi 16 août 2021 Crédits : Wakil Kohsar - AFP

Par Patricia Lalonde

L'alliance entre le roi Ibn Saoud, fondateur du royaume d'Arabie Saoudite et le président des États-Unis, Franklin Roosevelt, le 14 Février 1945, sur le croiseur Quincy de retour de la conférence de Yalta en Crimée, c'est-à-dire une alliance pétrole contre sécurité s'est avérée être en totale contradiction avec la défense de la démocratie et des Droits de l'homme que l'Amérique cherche à étendre dans le monde.

En effet, cette alliance scellée entre des occidentaux pour qui la démocratie et la défense des Droits de l'homme sont le socle de leur politique internationale et l'Arabie Saoudite dont l'idéologie wahhabite a conquis la plupart des pays musulmans sunnites d'Asie Centrale et en particulier le Pakistan, était annonciateur de l'instabilité et du chaos dans lesquels l'Afghanistan allait tomber.

Quelques rappels des faits récents : Depuis le retrait des troupes soviétiques et la guerre civile qui a opposé les différentes factions afghanes, les Talibans n'ont eu de cesse de se renforcer grâce à l'appui du Pakistan et de l'Arabie Saoudite.

Ils ont pris le pouvoir en 1997 pour le plus grand soulagement des occidentaux qui y voyaient un gage de sécurité pour les Afghans et pour la région. Inutile de revenir sur toutes les violations des Droits de l'homme : enfermement des femmes, lapidations, interdictions pour les filles d'étudier… Ce qui aurait mérité que ces chefs talibans soient mis sous sanctions américaines et européennes. Mais nos politiques pensaient qu'il fallait mieux avoir encore ce régime islamiste totalitaire contrôlant le pays plutôt que par les Soviétiques ou même par certains « warlords ». Les hommes du commandant Massoud résistaient seuls dans la vallée du Panshir avec le soutien des quelques humanitaires, intellectuels, et des défenseurs des droits des femmes occidentaux qui n'avaient de cesse d'alerter leurs opinions publiques sur ce qu'il se passait sous le règne des Talibans.

Il a fallu attendre les attentats du 11 septembre pour réveiller l'Amérique qui comprit soudainement le double jeu de ces islamistes qui avaient apporté la « sécurité » en Afghanistan mais qui en avaient profité pour abriter les chefs d'Al Qaïda, dont Oussama Ben Laden, leur octroyant ainsi un havre pour préparer les attentats qui allaient déstabiliser le monde occidental et les États-Unis en premier chef… Al Qaïda avait pris soin quelques jours avant les attentats d'éliminer le Commandant Massoud qui était le seul à pouvoir se mettre en travers de leur monstrueux projet.

Ce fut la stupeur chez les dirigeants américains, et George Bush Jr. déclara la guerre aux Talibans, content de trouver, malgré la mort de leur chef, un vrai allié de résistance chez les hommes du Commandant Massoud.

Le pays fut repris des mains des Talibans et suite aux accords de Bonn, s'installa à Kaboul un gouvernement pro occidental, une république islamique, sous l'autorité du président Karzaï dans laquelle les hommes du commandant Massoud tout comme chaque ethnie afghane étaient représentés.

Les Américains ainsi que les pays de l'OTAN ont aidé depuis à la reconstruction du pays…Les Talibans restaient marginalisés. Mais c'était sans compter le double jeu des Pakistanais, affolés à l'idée que l'ennemi indien puisse revenir sur la scène afghane. Double jeu savamment orchestré par les puissants services secrets pakistanais ISI au nom du respect de la ligne Durand et de la « pashtunisation » du pays. Les Talibans n'ont donc jamais disparu de la scène afghane mais les Afghans eux découvraient la liberté, les femmes circulaient librement, les filles prenaient la route de l'école, les universités se remplissaient, le parlement afghan accueillait un nombre de femmes conséquent … L'Afghanistan, tout au moins dans les villes, découvrait la démocratie…

On pensait que cela resterait ainsi. Mais l'alliance entre les islamistes saoudo-pakistanais et les américains a repris le dessus. Il devenait de plus en plus difficile de cacher que l'attaque contre les Etats-Unis avait été menée par 9 pilotes saoudiens, alors que les familles des victimes du 11 septembre demandaient avec insistance la déclassification du dossier.

Il va falloir expliquer pourquoi les Américains et les Européens n'ont eu de cesse de vouloir reprendre les négociations avec les Talibans, leur octroyant ainsi une véritable légitimité…

Pourquoi Donald Trump a-t-il laissé faire les négociations à Doha sans y faire participer le gouvernement afghan, renforçant ainsi la position des Talibans ? Pourquoi ont-ils accepté de libérer 5.000 prisonniers qui se sont retrouvés immédiatement sur le champ de bataille …

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils accepté de retirer si rapidement leurs troupes, laissant la voix libre aux islamistes ? Pourquoi ont-ils quitté la base de Bagram en détruisant les armes ou en les donnant aux Pakistanais ? Pour satisfaire les militaires pakistanais ?

Les villes de Kunduz, Shebergan,Taloqan, Pul-i-Khumri sont tombées aux mains des Talibans, et ce sera sans doute bientôt le cas de Mazar-e-Sharif aussi. Et ensuite Kabul. Massacres, viols, rétablissement de la loi de la Sharia dans l'indifférence générale…

L'Amérique et l'Europe vont-elles abandonner le peuple afghan ? Funeste symbole à la veille des commémorations du vingtième anniversaire des attentats du 11 Septembre…

Billet d'actualité 12 août 2021 par Patricia Lalonde, Vice-présidente de Geopragma

Afrique Asie15 août 2021

Bolivie : les groupes sociaux s'unissent pour faire face à un possible coup d'État



Au centre l'ancien président de la Bolivie Evo Morales du Mouvement vers le socialisme participant à la conférence de presse des travailleurs.



Conférence de presse d'une quinzaine d'organisations sociales, syndicats et fédérations de travailleurs

L'ancien président Evo Morales a participé parmi les leaders du mouvement, à la tête du Mouvement vers le socialisme.

Face aux menaces de l'opposition de droite bolivienne à Santa Cruz, 16 leaders de groupes sociaux ont décidé de s'unir pour défendre un éventuel coup d'État contre le gouvernement légitimement élu de Luis Arce.

C'est ce qu'a fait savoir l'ancien président et leader du parti Mouvement vers le socialisme (MAS), Evo Morales, ce dimanche, à l'issue de la réunion où les groupes sociaux étaient réunis. *« Face aux menaces de la droite et des citoyens de Santa Cruz qui prétendent avoir une recette pour éliminer le « dictateur »* @LuchoX-Bolivia, 16 cadres des forces sociales nationales ont décidé de défendre notre gouvernement et la révolution démocratique », a-t-il publié dans un message sur son compte Twitter

Lundi 9 août dernier, une quinzaine d'organisations sociales, syndicats et fédérations de travailleurs ont tenu une conférence de presse conjointe où ils ont dénoncé les tentatives de déstabilisation, et déclaré se mettre en état d'urgence face aux événements.

En ce sens, les représentantes de la Fédération syndicale des mineurs et de la Confédération des femmes paysannes ont réitéré leur soutien à Luis Arce et leur volonté de rester unis face aux « recettes pour renverser les gouvernements » qu'indique la droite.

Santa Cruz est un département bolivien qui comprend la province de Chiquitos où se trouve la zone de Chiquitania, une vaste plaine bolivienne qui a été dévorée par les incendies ces derniers jours et qui a également été endommagée en 2019, où 6,4 millions d'hectares [ont brûlé].

Source: TéléSUR
Résumé latino-américain
16 août 2021

Décoloniser l'esprit : Une interview de la poétesse palestinienne Dareen Tatour

Par KASTURI CHAKRABORTY

De la tentative de viol à des fouilles corporelles en état de nudité et à l'exploitation du corps féminin à des fins de harcèlement verbal et sexuel, Dareen Tatour explique que toutes les choses qu'elle a dû subir en prison étaient d'un niveau de cruauté on ne peut plus élevé.

Peut-on criminaliser un poème ? Avec un pouvoir plus fort que celui des armes, le crime du poète est celui de son imagination et de sa résistance littéraire – il défie le discours traditionnellement approuvé et il renouvelle la conscience politique – dans un système qui, naguère encore, considérait le mot « Palestine » comme une menace suffisante pour qu'on le censure dans les textes et manuels scolaires des enfants de Cisjordanie.

La poétesse et photographe palestinienne Dareen Tatour (39 ans) a été poursuivie pour ce que tout artiste fait, parce que c'est sa vocation. Elle a été arrêtée pour son poème, Qawem ya sha'abi, qawemhum (Résiste, mon peuple, résiste-leur), qu'elle avait composé après que des dizaines de jeunes Palestiniens, hommes et femmes, avaient été tués de sang-froid par les soldats de l'occupation et groupes extrémistes israéliens en 2014 et 2015.

De la tentative de viol à des fouilles corporelles en état de nudité et à l'exploitation du corps féminin à des fins de harcèlement verbal et sexuel, Dareen Tatour explique que toutes les choses qu'elle a dû subir en prison étaient d'un niveau de cruauté on ne peut plus élevé. Elle raconte à Kasturi Chakraborty (*) comment certaines organisations sionistes ont tenté de la tuer à diverses reprises depuis qu'elle a été libérée de prison et elle lui explique également qu'elle ne sera plus jamais libre tant que l'occupation existera.

Le fait d'être une poétesse qui a été emprisonnée pour avoir osé rêver d'une Palestine libre et n'avoir encore jamais baissé pavillon avant la fin de l'occupation, telle est l'histoire extraordinaire de Dareen. Elle a ravivé la flamme de la détermination et de l'espoir qui ont été utilisés comme sources d'inspiration par de nombreux artistes afin de nourrir l'expression artistique de leur résistance à l'occupation.

Originaire de Reineh en Israël, Dareen Tatour vit actuellement en Suède grâce à une bourse du Réseau des villes internationales de refuge (International Cities of Refuge Network – ICORN) et du PEN allouée aux écrivains et aux artistes en danger, et ce, pour une période de deux ans. Elle affirme que rien ne pourra l'empêcher d'écrire et, même si elle est à nouveau emprisonnée, ce à quoi elle s'attend lors de son retour en Palestine, elle ne s'arrêtera pas.

Voici des extraits de l'interview :

Kasturi Chakraborty : Comment les choses se sont-elles déroulées avant que le tribunal ne vous condamne sur les accusations d'« incitation à la violence » et de « soutien d'une organisation terroriste » ?

Dareen Tatour : En 2014-15, la Palestine a assisté à des meurtres de sang-froid perpétrés par les forces de l'occupation et des organisations extrémistes. Le martyr Mohammed Abou Khdeir a été assassiné à Jérusalem, la famille d'Ali Dawab, 18 mois, a été brûlée vive et de jeunes hommes et femmes ont été abattus au cours d'actions d'une barbarie sans nom.

Ces incidents douloureux m'ont profondément marquée et j'ai écrit un poème, « Résiste, mon peuple », le 2 octobre 2015, en guise d'expression de tout ce que j'avais vu. Il a été publié sur ma page Facebook. De même, en tant qu'activiste politique, j'ai publié certains articles et blogs nouveaux sur la fermeture de Jérusalem par les autorités d'occupation et sur la suppression de notre droit de prier librement à la mosquée Al-Aqsa.

Le 11 octobre, vers 3 heures du matin, un important contingent de soldats et de policiers israéliens sont venus chez moi et m'ont arrêtée. Ç'a été le début d'une détention de près de trois ans. Je n'ai été libérée que le 20 septembre 2018.

Kasturi Chakraborty : Combien de temps avez-vous passé en prison et combien de temps avez-vous été en résidence surveillée ?

Dareen Tatour : Tout d'abord, j'ai été détenue en prison pendant trois mois, puis j'ai été placée en résidence surveillée pendant une période de trois ans. Ensuite, le tribunal de l'occupation m'a condamnée à cinq mois de prison, de sorte que je suis retournée en prison pour purger le reste de la peine.

Kasturi Chakraborty : Diriez-vous aujourd'hui que vous êtes libre ?

Dareen Tatour : Tant que l'occupation existera en Palestine, je ne serai jamais libre. Après avoir achevé ma sentence, j'ai été soumis à tout un harcèlement permanent – les forces israéliennes de l'occupation ont tenté par tous les moyens d'empêcher la publication de mes livres et de mes écrits et des organisations sionistes ont tenté à trois reprises de m'assassiner.

Kasturi Chakraborty : Où résidez-vous actuellement ?

Dareen Tatour : Je suis en Suède grâce à une bourse de l'ICORN et du PEN allouée aux écrivains et aux artistes en danger pendant une période de deux ans.



La poétesse et photographe palestinienne Dareen Tatour

Kasturi Chakraborty : Comment décririez-vous les conditions à l'intérieur d'une prison israélienne spécialement réservée aux femmes ?

Dareen Tatour : Ç'a été une période très difficile. La prison sous l'occupation, c'est l'enfer sur terre. Je faisais partie de ces prisonnières qui étaient même privées de leurs droits élémentaires. Ma compagne de cellule, Nasreen Hassam, de Gaza, en prison pour six ans, n'a toujours pas été autorisée à voir ses enfants à ce jour.

Une autre amie condamnée à 16 ans de prison, Shurooq Dwaiyat, de Jérusalem, n'a même pas été autorisée à embrasser sa mère et sa famille lors des visites. Chaque fois, elles devaient s'embrasser en étant séparées par une vitre ; en soi, c'est une scène à vous briser le cœur.

Mon amie en prison, Israa Jaabis, a été injustement condamnée à 11 ans. Elle est privée de tout traitement médical alors qu'elle souffre de brûlures sur tout le corps.

Où sont les droits et l'humanité, dans ce cas ? Et vous ai-je parlé de l'exécrable nourriture souvent brûlée qu'on vous donne durant la période de détention ? Ou des fouilles régulières en état de nudité complète, ou du confinement solitaire, ou encore de l'impossibilité de voir le soleil pendant des mois ? De l'exploitation du corps de la femme et de sa mise sous pression afin qu'elle avoue face aux accusations lancées contre elle ? Du harcèlement verbal et sexuel ? Des tentatives de viol ? Du fait qu'on ne donne pas les traitements appropriés ? Des médecins et des infirmières harcelaient sexuellement certaines prisonnières pendant qu'elles séjournaient à l'hôpital ! Vous ai-je dit que j'étais attachée à mon lit d'hôpital, alors que j'étais malade ?

Toutes les choses que j'ai dû subir en prison étaient d'un niveau de cruauté on ne peut plus élevé.

Kasturi Chakraborty : Avez-vous été inspirée dans vos écrits par tout ce que vous avez vécu en prison ?

Dareen Tatour : Par tout ce que j'ai vécu durant ma période d'emprisonnement et d'arrestation arbitraire ! J'ai écrit sur chaque petit détail qui m'inspirait. Ils m'avaient arrêtée pour un poème et je suis sortie de là avec trois livres en trois ans. J'ai même écrit sur ces insectes qui me suçaient le sang à travers la peau. J'ai écrit sur la douleur de mes amies captives et j'ai écrit sur chaque moment que j'ai vécu dans l'enfer de l'occupation.

Kasturi Chakraborty : Étiez-vous la seule à avoir été arrêtée à l'époque ?

Dareen Tatour : Je n'ai pas été la seule durant cette période de prison. Soixante-huit Palestiniennes ont été arrêtées au même moment que moi et certaines d'entre elles sont toujours en prison, où elles purgent une peine de 16 ans.

Kasturi Chakraborty : Comment combattez-vous l'absurdité et les dangers de la criminalisation du discours ?

Dareen Tatour : Aucune force ne peut emprisonner les mots et l'art. Je suis quelqu'un de très ambitieux qui croit en Dieu et je trouve toujours bien le moyen de poursuivre mon combat, mon art et ma résistance à cette occupation par le biais de mes poèmes. Ce qui importe, c'est que je reste fidèle à mes droits. Je n'ai peur de rien tant que je sais que je défends la cause la plus élevée du monde, la cause de ma patrie, la Palestine.

Mon poème de menace – Mémoires d'une poétesse dans les prisons de l'occupation

L'entité d'occupation se proclame elle-même le seul État démocratique de l'Orient, mais c'est un mensonge. Sa démocratie n'existe que pour les juifs et la plus grande preuve en est le nombre de Palestiniens emprisonnés pour leurs seuls écrits sur les médias sociaux. Mon cas a été l'une des affaires connues au niveau international, mais il y a des centaines d'histoires similaires en Palestine. C'est de l'apartheid.

Je n'ai jamais cessé d'écrire. Continuer d'écrire bien que tout ne soit que baïonnettes. Et mon récent livre en anglais, My Threatening Poem – Memoir of a Poet in Occupation Prisons (Mon poème de menace – Mémoires d'une poétesse dans les prisons de l'occupation) est la réponse à cela.

Kasturi Chakraborty : Vous avez reçu le prix OXFAM Novib/PEN pour la liberté d'expression (2019, le prix danois Carl Scharenberg (2017) et le prix de la « créativité en lutte » (2016) dans le magazine en ligne, Maayan. Pensez-vous qu'on vous l'a fait payer ?

Dareen Tatour : Je n'ai rien fait de mal. Il n'y a pas de sentiments de regret et si je remontais le temps, j'écrirais et publierais le même poème. Je crois en mes droits et en mes poèmes. L'occupation le regrettera, pas moi. Ils n'ont pas pu m'empêcher de continuer à écrire. J'écris et je continuerai à le faire. Même si je suis à nouveau emprisonnée, et c'est ce qui m'attend quand je retournerai en Palestine, je ne changerai pourtant pas.

Récemment, j'ai publié certains de mes écrits de prison sous forme de livre et, cette fois, je prépare un deuxième livre en vue de le publier. Ce sera un recueil de poèmes en arabe et en anglais.

J'essaie de faire mettre en scène une version en suédois de la pièce que j'ai écrite en prison. Je travaille également sur un film qui raconte l'histoire de mon arrestation. Je pratique également la photographie.

Kasturi Chakraborty : Quel message avez-vous pour tous les activistes, artistes et journalistes palestiniens confrontés à des arrestations arbitraires, et pour ceux qui sont toujours en train de languir dans les prisons israéliennes ?

Dareen Tatour : Je dirais à chaque être humain ou artiste emprisonné : Ne cessez pas de diffuser votre art. Votre voix s'élèvera et l'occupation finira un jour. La liberté commence quand l'âme se libère de ses chaînes – dont la première est la peur – et quand toutes les prisons deviennent éphémères. Et, comme je l'ai dit dans mon poème : « **Résiste, mon peuple, résiste-leur »** :

Ne crains pas les langues fourchues ;
La vérité dans ton cœur est plus forte,
Tant que tu résisteras sur une terre
Qui a vécu en traversant raids et victoire.
Résiste, mon peuple, résiste-leur.

L'auteure de l'article, Kasturi Chakraborty, est une journaliste, féministe et écrivaine indienne. Elle est également directrice organisatrice de Core Middle East. Elle a précédemment travaillé à l'ambassade de Géorgie en Inde. Elle a écrit sur des sujets aussi variés que la corruption et les crimes de guerre au Moyen-Orient, la politique, le genre, les droits humains, les crimes contre les femmes et la justice, le tout avec le souci prioritaire de faire entendre les voix des sans-voix.

Source: Core Middle East
12 Juillet 2021
Traduction, Jean-Marie Flémal, Charleroi pour la Palestine
Investig'Action 12 Août 2021

Suite de la page (9)



Haiti's National Palace was destroyed by the Jan. 12, 2010 earthquake. It has not been rebuilt. Photo: UNDP



Cracked walls of Sacré Coeur Church in Aux Cayes on Aug. 14, 2021. Photo: Amady John Wesley/Haiti Liberté

paradigm," rooted in the beginning of the unceasing U.S. occupation. We can make this happen by holding our own governments accountable, or better yet, drawing inspiration from Haitian activists and demanding true participation in setting foreign policy in the first place.

An abolition praxis is necessary as we move forward; the time has long since come for real solidarity and reparations.

This is an abridged and updated version of an article that first appeared in NACLA.

K. Jessica Hsu *is anthropologist and solidarity activist who is currently living in Haiti. She is based in Port-au-Prince now, but has spent most of her almost 20 years in Haiti in the commune of Abricots in the Grand Anse department. She is co-founder of Effective Aid for Haiti.* ***Mark Schuller*** *is Professor of anthropology and nonprofit and NGO studies at Northern Illinois University and affiliate at the Faculté d'Ethnologie, l'Université d'État d'Haïti. Schuller wrote or co-edited eight books—including* Tectonic Shifts: Haiti since the Earthquake *and* Humanitarian Aftershocks in Haiti*—and co-director/co-producer of the documentary* Poto Mitan: Haitian Women, Pillars of the Global Economy. *Recipient of the Margaret Mead Award, Schuller is President of the Haitian Studies Association and active in several solidarity efforts.*

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Drink "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

OFFICE ASSISTANT who speaks English, French, and Creole to work in small office helping with taxes on Flatbush Avenue near Brooklyn College. Must be computer-literate. Call Fritz or Fanel between 4 pm to 6 pm on Mon, Tue, Thu, or Fri at 718.421.6787

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

HOTEL CLEANING NYC- QUEENS-WHITE PLAINS. T&L Cleaning is looking for Housekeeping Staff for various Hotels. Room Attendants, Laundry Attendants, House-persons and Supervisors. Apply on-line at: tlcleaningservices.com/apply or call 1-800-610-4770

HELP WANTED

$18.50 NYC, $17 L.I. up to $13.50 Upstate NY! If you need care from your relative, friend/ neighbor and you have Medicaid, they may be eligible to start taking care of you as personal assistant under NYS Medicaid CDPA Program. No Certificates needed. 347-713-3553

HOME IMPROVEMENT

Never Pay For Covered Home Repairs Again! Complete Care Home Warranty COVERS ALL MAJOR SYSTEMS AND APPLIANCES. 30 DAY RISK FREE. $200.00 OFF + 2 FREE Months! 866-440-6501

HOME IMPROVEMENT

Eliminate gutter cleaning forever! LeafFilter, the most advanced debris-blocking gutter protection. Schedule a FREE LeafFilter estimate today. 15% off and 0% financing for those who qualify. PLUS Senior & Military Discounts. Call 1-877-763-2379

HOME IMPROVEMENT

The Generac PWRcell, a solar plus battery storage system. SAVE money, reduce your reliance on the grid, prepare for power outages and power your home. Full installation services available. $0 Down Financing Option. Request a FREE, no obligation, quote today. Call 1-888-871-0194

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

TV INTERNET PHONE

DISH TV $64.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. Promo Expires 1/21/22. 1-888-609-9405

TV INTERNET PHONE

Get DIRECTV! ONLY $69.99/month! 155 Channels & 1000s of Shows/ Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

Pleins Feux Sur : Jude Deslouches (Port-au-Prince- ?)

« Une empreinte générationnelle »

Par Ed Rainer Sainvill

Jude pourrait bien se faire passer pour notre star planétaire Jason Derulo. Ce compatriote d'origine qui a atteint les sommets du music-hall mondial; avec ses méga-hits tels: ***whatchasay, want to marry..., savage love, take you dancing, in my head, talk dirty*** etc. Et qui lui ressemble comme un frère. Avec lequel Jude semble aussi partager des traits artistiques. Dont cette voix auréolée de bonds pittoresques et de notes aigues. Mais, autant qu'on le sache, c'est toujours plus facile de faire de la bonne nourriture avec beaucoup d'argent. Le challenge, de pouvoir l'accomplir avec peu de ressources est la preuve de toute capacité. Et Jude, pour avoir dès l'enfance jeté son dévolu sur la musique, s'est tout aussi coiffé d'une aura de musicien dans l'âme. Supporté en ce sens par des parents imbus de son habileté.

En effet, déjà sous le coup de ses six années, il est un apprenti de la guitare classique. Absorbant les normes conventionnelles, ce qui est le point de départ de tout adhérent. Mais, à partir de l'adolescence, il se balance dans l'univers des sonorités ataviques et ambiantes. En plus d'être également circonspect face aux modulations cross-over. Pour éventuellement s'affirmer comme un authentique produit de son temps ; paré de jalons éclectiques, sans frontières. A ce stade, Jude sait ce qu'il veut. Menant de front ses activités d'écolier avec son talent de guitariste intuitif ; alliant sa formation classique aux traditions populaires. Et se cultive aussi à la chorale une estampille de vocaliste de référence planétaire. C'est l'époque des prestations impromptues dans les collèges de la ville.

Spécialement à l'établissement Saint-Louis Gonzague son homestead ; où il se faisait l'idole des jeunes. Un statut qu'il a partagé en compagnie d'un certain Solon Sanders, toujours avec leur guitare au dos pour l'impression et l'introduction. Et de là, les premières associations fortuites ; au gré d'un apostolat qui l'a autorisé à consolider ses atouts. Subséquemment à ses débuts avec le groupe « Excess ». Au sein duquel il a continué de polir son ouvrage cent fois sur le métier. S'innovant de plus en plus dans des paramètres comprenant la genèse de la musique contemporaine. Tout en s'immisçant dans des projets de ***twoubadou*** urbain. Éventuellement, c'est Montréal qui est devenue entre-temps sa ville d'adoption. Là où il va prendre son art à un palier supplémentaire ; parallèlement à ses occupations académiques.

Notamment de randonnées musicales qui le confortent dans ses quêtes de : compositeur, arrangeur, parolier, vocaliste et guitariste. Trimant allègrement pour se frayer une place dans la fourrée montréalaise. Puis, avec des adhérents de son cru a élaboré le projet ''Carlitow" dans une hybridation de ***konpa, zouk*** et de ***kizomba.*** Ces intrusions lui ayant permis de taper la confrérie à l'oreille. Et, successivement de mul-


Jude Deslouches

tiples courants musicaux qu'il a continué à agrémenter de sa polyvalence de guitariste au toucher syncrétique ; à partir d'une formation classique incorporée dans des thématiques contemporaines. Et ponctuées de la science de l'improvisation et un jeu des amalgames en plus décontracté ; tout imprégné de nappes solistes. Autant de traits qui l'installent en guitariste avisé.

De même, c'est un vocaliste inspiré, notamment dans le contrôle de son registre qui l'autorise à mieux empiler les octaves. Toutes infuses d'une singularité impromptue avec ses ruées vocalisantes, son timbre imagé et ses pointes de ***falsetto.*** Il a assez de cordes à son arc pour être sollicité par des pairs pour des opérations de bénévole. Mettant ainsi en branle les clubs de Montréal dont il est proclamé le boute-en-train. Prenant aussi part à l'éclosion du groupe « Enposyb », avant qu'il devienne une sensation ante covid des teenagers. Dans cette effervescence, il décide en compagnie de ses acolytes Benjamin ''Tiben" Guirand et de Romual Paul de fonder le groupe « Formula ». Avec lequel il a fourni son premier opus qui devrait ultimement le mettre personnellement sous les feux de la rampe.

Pourtant, ce moment de pouvoir mettre finalement en évidence ses capacités diverses va prendre une toute autre direction. Car, ce décollement a coïncidé avec l'effondrement du « CaRiMi » dont le lead-vocaliste Mickail Guirand venait juste de jeter le tablier et voulait rebondir prestissimo. Qui de mieux pour l'aider à ce come-back ? Son neveu le claviériste ''Tiben" Guirand et son éclaireur Deslouches qui ont aussi cru que l'aventure valait la peine d'être entamée. D'où l'initiative du groupe « Vyab », avec lequel JL va amplement se révéler. Préalablement en faisant sa part au volume 9 « Jazz la » de Shedley Abraham dans '***'ban mwen lanmou"***. Eventuellement, en s'imposant dès le départ comme un pilier de cet étonnant ensemble. Auquel il a contribué ses empreintes dans l'œuvre liminaire :***"Game over"*** et, qui a grandement fait sa route dans l'arène du show-biz antillais.

Avec une kyrielle de tubes auxquels Jude a contribué les titres : f***òm ale, amwatye, ou sou tyèk*** et particulièrement le hit ***je ferai.*** Sa propre composition qui a pulvérisé les chartes de l'album. Le campant sous des angles multiples de chanteur au timbre mélodieux et attractif, à même de diversifier la balance vocale du groupe. En plus de son entregent de guitariste doublé d'un charisme qui l'installent en potentiel *''one man show"*. Dommage qu'il n'ait eu dans cet opus qu'un seul morceau pour s'extérioriser. Espérons que dans le prochain disque, le ''Mick" rassasie sa boulimie vocale. En donnant deux ou trois couplets de plus au ''Louches", qui en ferait des dividendes pour toute la bande. D'ailleurs, l'on sait que cet élan rédempteur a été stoppé par la crise sanitaire du covid-19, qui a obligé les travailleurs de la culture à prendre couvert.

Ce que des membres comme le maestro Ben et Jude ont fait en retournant au Canada. Et, qui ne leur a pas permis de se produire '*'live stream"* avec le « Vyab », comme ce fut la mode durant le pic de la pandémie. Pourtant ses huit mois de confinement n'ont pas altéré l'ardeur créatrice de Deslouches qui s'en est allé à ses inventives et particulières randonnées. Restant actif dans les ''social-media '', tout en égrenant les collaborations ; parmi lesquelles : le *single* ***« Love Riddim »,*** en compagnie de DJX-Tacy et de Maestro Ricky dans des prospections ***hip hop.*** Et la plus significative est la réplique à la star guyanaise Tina Ly pour les vingt ans de sa carrière. À laquelle il a fait la gratification du tube ***fallait te quitter***, qui a encore prouvé sa capacité diverse. En attendant, Jude se concentre sur la relance du « Vyab » le groupe qui l'a enfin proclamé. Dans un second opus dont il est certain qu'il va être estampillé de griffes inventives, ainsi que des vocalises quatrains d'un artiste consommé.